

Aujourd'hui la Turquie



Istanbul - Paris - Ankara - Genève - Izmir - Bruxelles - Antalya - Montréal

3,80 YTL - 2 euro

www.aujourdhuilaturquie.com

N° ISSN : 1305-6476

Le Journal francophone de la Turquie - numéro 43, Novembre 2008

Un accès facile vers le monde entier: **GeoPost Yurtiçi...**

GeoPost
yurtickargo

444 99 99
www.geopostyurtici.com.tr

DPD

Cinéma



Atilla Dorsay

Doyen de la critique de cinéma turc, il nous parle de son évolution, de ses particularités mais aussi de ses difficultés.

Page 12

Turquie-Hongrie



Mária Székely

Consul général de Hongrie à Istanbul, elle nous fait part des relations très anciennes entre les deux pays mais aussi de l'intégration de son pays à l'UE.

Page 7

Politique



Nevzat Yalçınbaş

Député d'Istanbul, il nous donne son opinion sur certains points importants de la politique extérieure de la Turquie : le Caucase, Kirkouk et l'Irak, Chypre.

Page 6

À l'instar des centres-villes, la Turquie est un « centre-monde »

Autour d'invités de prestige, la CCI de Paris a organisé le 23 septembre dernier un séminaire sur les possibilités d'investissements et d'affaires. Chacun d'entre eux a valorisé les perspectives économiques et commerciales d'un pays essentiel – aujourd'hui et demain – dans le nouvel ordre mondial. Ils ont incité les entreprises venues très nombreuses à ce séminaire à se laisser séduire et à franchir le seuil de la « Sublime-Porte » de la Turquie.

Cette conférence s'est déroulée sous la présidence de M. Pierre Simon – président de la CCI de Paris et avec la participation d'Anne-Marie Idrac, la secrétaire d'État chargée du Commerce extérieur, du ministre turc de l'Économie, Mehmet Şimşek, de l'ambassadeur de France en Turquie, Bernard Emié, de l'ambassadeur de Turquie en France, Osman Korutürk et du président d'Invest in Turkey, Alpaslan Korkmaz.

Un pays en pleine mutation

L'ambassadeur de France en Turquie, son excellence Bernard Emié a été le premier à s'exprimer sur l'intérêt que représente la Turquie dans le paysage économique du monde. Il s'est attardé à développer la situation stable de la Turquie aujourd'hui, no-

tamment dans le contexte difficile de la crise économique et financière. Il a également vanté les bonnes relations que la France et la



Turquie entretiennent depuis quelque temps. Sur ce sujet, Mme Idrac a évoqué les bonnes relations diplomatiques qui unissent la France et la Turquie, notamment depuis le sommet de l'UPM (Union pour la Méditerranée) réuni le 13 juillet dernier à Paris et auquel était convié le Premier ministre turc, M. Recep Tayip Erdoğan.

La Turquie se place aujourd'hui comme un pays résolument moderne et efficace. Il y a eu, certes, des tensions politiques et écono-

miques majeures ces derniers temps mais les avancées progressistes ont été significatives. Depuis 2002, les réformes pleuvent afin de rapprocher la Turquie du modèle des grandes puissances démocratiques et occidentales. À ce sujet le ministre de l'économie turc M. Şimşek a déclaré : Si nous parvenons à mettre en place ce qu'il faut pour l'adhésion en matière de transformation économique et de changements institutionnels, législatifs et politiques, le résultat n'est pas si important. Ce qui l'est, c'est le changement en lui-même.

(lire la suite page 9)

Le monde change / Alice au pays des merveilles

Selon mes plus lointains souvenirs, le premier livre que j'ai lu est « Alice au pays des merveilles » qui m'avait enchanté, comme tous les enfants. L'auteur du livre, publié la première fois en 1865, Charles Lutwidge Dodgson, était un mathématicien britannique. Mais, on ne sait pourquoi, l'auteur a préféré le nom d'emprunt de Lewis Carroll.



* Dr. Hüseyin Latif

(lire la suite page 11)

Exposition « To have » de Mustafa Horasan

La Mac Art Gallery accueillera du 4 novembre au 13 décembre 2008

(lire la suite page 13)



La politique étrangère turque, de la fondation de la République à nos jours

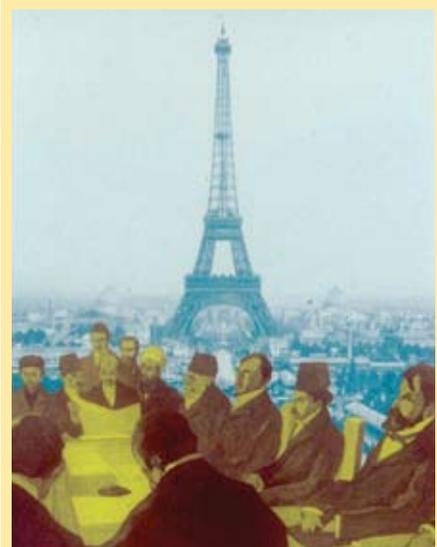
Environ trois mois après la signature du Traité de paix de Lausanne, document fondateur international de la Turquie, la Grande Assemblée nationale de Turquie a proclamé la République le 23 octobre 1923



* Haydar Çakmak

(lire la suite page 8)

Les Ottomans à Paris Prélude à la révolution de 1908



L'exposition au musée d'Osmanlı Bankası (lire la suite page 13)

Mieux connaître la Turquie en France

Anne Potié est la nouvelle directrice de l'Institut français d'Istanbul. Nous avons tenu à la rencontrer pour connaître ses ambitions pour ce lieu culturel important de la francophonie en Turquie.

Pouvez-vous d'abord vous présenter ? Et quelles sont les raisons qui vous ont amenée ici ?

Après un doctorat de philosophie, formation qui m'a amenée à m'intéresser à différents domaines culturels. J'ai eu l'occasion de mettre en œuvre de nombreuses rencontres culturelles intereuropéennes, notamment à la faveur du travail que j'ai accompli au sein de l'Assemblée des Régions d'Europe. J'ai également initié des manifestations en collaboration avec de nombreux Instituts français à l'étranger, ainsi qu'avec diverses Universités en Europe. Ma mission au sein du Ministère des Affaires étrangères m'a notamment permis de vivre, trois années



Anne Potié

durant, au Maroc, grand pays francophone. J'y ai découvert un peuple et un pays passionnant. Ensuite, j'ai postulé pour Istanbul, une des villes les plus désirées de notre réseau. Je me suis dit : « Pourquoi ne pas espérer ? ».

(lire la suite page 3)

Aujourd'hui la Turquie

Sommaire de novembre 2008

P. 2 Quel avenir pour la position de la France dans l'OTAN ?
• Une décripation dans les relations franco-turques malgré ...

P. 3 Où va le football français ?

P. 4 Vers une « deuxième guerre de Crimée », la Turquie, la Russie ...

P. 5 La présidence française doit convaincre la France au sujet de l'adhésion de la Turquie à l'UE
• Tête à tête à Istanbul

avec Louis Guédon

P. 8 Les Assises des Républiques turques et des communautés ...

P. 10 Eminönü, la presque île où ...

P. 14 Les fouilles à l'église de Derecik ...

• 9^{ème} Festival du Film Documentaire du Safran d'Or

P. 15 Büyükada : la plus grande des îles-Princes

Supplément gratuit pages 1 à 1V

ALT économie

Quel avenir pour la position singulière de la France dans l'OTAN ?



* Barthélémy Courmont

La France occupe une position ambiguë dans l'OTAN dans un contexte post-guerre froide, avec la tentative de rapprochement du commandement unique en 1995, l'utilisation quasi quotidienne du droit de veto par Jacques Chirac concernant le ciblage au Kosovo en 1999, puis la crise irakienne et la création d'un état-major européen en 2003. Défendant sa position singulière dans l'OTAN, la France est alors en pointe des avancées en vue de développer des capacités européennes de sécurité et de défense, afin d'être en mesure d'apporter une réponse dans le cas où l'OTAN ne serait pas utilisée. À l'inverse, cette tendance pourrait être le résultat d'un choix politique visant à une plus grande autonomie stratégique vis-à-vis des États-Unis. Cette position singulière est reprochée par certains membres de l'OTAN qui s'inquiètent de voir que la France n'est pas un allié à part entière, malgré sa participation active et entière aux opérations militaires extérieures, notamment en Afghanistan. Avec l'arrivée au pouvoir de Nicolas Sarkozy, qui amorce un rapprochement avec les États-Unis et confirme que la page irakienne est définitivement tournée, la France se posi-

tionne en vue de réintégrer le commandement intégré de l'OTAN, qu'elle a quitté en 1966. L'objectif de cette démarche est de clarifier le positionnement français et d'offrir à Paris un poids plus marqué au sein de l'Alliance atlantique. En cela, le président français reprend les souhaits de son prédécesseur en 1995 et s'inscrit dans une posture atlantiste. En rejoignant le commandement intégré, la France pourrait en effet peser de tout son poids dans les décisions de l'OTAN, d'autant qu'elle en est l'un des principaux membres. Par ailleurs, en se rapprochant des États-Unis, Paris éviterait d'être isolée comme elle a pu l'être en 2003, la plupart des membres de l'OTAN s'étant alignés sur les choix stratégiques de Washington. Pour ces différentes raisons, le retour de la France dans le commandement intégré de l'OTAN semble quasi inévitable, et soulève de multiples questions, imposant une réflexion sur ce que Paris attend de l'Alliance atlantique.

Reste ainsi à savoir comment harmoniser le retour dans le commandement intégré de l'OTAN et le souhait de la France de favoriser l'émergence d'une Europe de la défense. À cet égard, notons que les deux options ne sont pas incompatibles. En rejoignant l'OTAN, Paris peut toujours continuer à œuvrer à la mise en place d'une structure européenne qui vien-

compléter l'Alliance atlantique, sans entrer en compétition avec cette dernière. C'est le souhait de Washington, qui demande fréquemment à ses partenaires européens de s'investir davantage sur les questions de défense. Mais c'est un souhait qui reçoit parfois un écho difficile en Europe, où les dépenses en matière de défense sont moins importantes. L'un des défis de la France dans le commandement intégré de l'OTAN sera de favoriser l'émergence d'une Europe de la défense indépendante de l'Alliance atlantique, mais qui n'entre pas en compétition avec cette dernière.

Au-delà de la place de la France dans l'OTAN, c'est également le positionnement de Paris sur les questions transatlantiques qui est en jeu. Certains s'interrogent ainsi sur les conséquences d'une posture atlantiste et sur l'indépendance stratégique de Paris sur certains dossiers. Ce à quoi nous répondons que le retour dans l'OTAN assure une plus grande cohérence transatlantique, mais sans remettre pour autant fondamentalement en cause les choix de Paris. On se souvient ainsi que l'Allemagne, la Belgique et le Luxembourg, pourtant membres à part entière de l'OTAN, avaient refusé de s'aligner sur les orientations stratégiques de Washington et de la majorité des États membres en 2003, et n'avaient pas pris part aux opérations militaires en Irak.



Nicolas Sarkozy

Pour autant, le soutien du président français au déploiement d'un bouclier antimissile américain en Europe centrale, très critiqué en France, interpelle ceux qui s'inquiètent de voir Paris s'aligner sur les choix stratégiques de Washington. Par ailleurs, plusieurs experts s'interrogent sur la pertinence du retour de la France dans l'OTAN, organisation à laquelle elle participe déjà activement. La question de savoir ce que la France a à gagner à rejoindre le commandement intégré de l'OTAN reste ainsi entière.

Sur le plan de la politique intérieure, reste enfin à connaître le sentiment de l'opinion publique française sur le rapprochement avec l'OTAN, souvent assimilée aux États-Unis. On se souvient ainsi que l'annonce du renfort des troupes en Afghanistan s'accompagna de quelques protestations. À cet égard, gageons que le changement d'administration à Washington permettra de tourner définitivement la page des tensions transatlantiques nées de la crise irakienne. Mais rien n'est cependant acquis

* Barthélémy Courmont
Responsable du Bureau IRIS à Taiwan, vient de publier *Taiwan, de l'autre côté du détroit. Une île en quête d'identité*, aux éditions Le Félin.

Décrispation dans les relations franco-turques malgré les désaccords de fond



* Mireille Sadège

Depuis plusieurs années, les relations franco-turques sont plutôt tendues : plus la Turquie avance sur le chemin de l'adhésion à l'UE, plus la position de la France devient hostile à son intégration. Le revirement dans les positions d'un pays traditionnellement ami – et d'ailleurs favorable à son adhésion à l'UE – a créé un climat d'incompréhension de l'opinion publique qui, combiné à la déception de l'élite francophone de ce pays, conduit en Turquie à des positions de plus en plus hostiles à l'égard de la France. Ainsi, la France est parfois vue par la Turquie comme une ennemie et un obstacle infranchissable pour entrer en Europe. Face à ce constat alarmant, la France commence à multiplier les efforts afin d'améliorer le climat bilatéral. S.E. Bernard Emié, ambassadeur de France en Turquie déclare : « La Turquie est un pays important sur lequel nous ne travaillons pas assez, il faut montrer à nos amis turcs la bonne foi de la France ». Et il souligne « un renforcement des relations franco-turques depuis six mois et une décrispation dans les relations franco-turques malgré les désaccords de fond concernant l'adhésion de la Turquie à l'UE.

La position française est mal comprise et critiquée, mais la France tient sa parole, sur les intentions de la présidence française de l'UE qui avait dit qu'elle serait impartiale et objective. »

Courant octobre, M. Josselin de Rohan, président de la Commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées du Sénat et la sénatrice Catherine Tasca sont venus en Turquie. Lors d'un petit déjeuner de presse, M. Josselin de Rohan a souligné que la France n'a aucunement l'intention d'empêcher ou de peser sur le bon déroulement du processus d'adhésion de la Turquie à l'UE : « Nous sommes venus afin d'affirmer notre volonté d'œuvrer au maintien de bonnes relations franco-turques. »

M. de Rohan a expliqué : « La France n'est pas seule à émettre des observations à l'égard de l'adhésion de la Turquie, il existe d'autres pays européens qui ont les mêmes opinions mais nous avons peut-être eu le défaut de poser trop franchement des questions que d'autres n'osent pas évoquer avec la même franchise. Or ce n'est pas parce que ces ques-

tions sont posées qu'elles ne trouveront pas un jour de solutions et ces solutions, nous les obtiendrons peut-être après le mandat de ceux qui gouvernent aujourd'hui. Et il a rajouté : L'année de la Turquie en France sera une très bonne occasion de mieux faire connaître la Turquie et j'espère que nous aurons l'occasion d'en discuter lors des forums et des déplacements de personnalités de haut niveau. »

La sénatrice Catherine Tasca qualifie son voyage en Turquie, le premier, de « mise en appétit » et souligne : « En tant que parlementaires sénateurs, nous croyons beaucoup aux vertus des contacts comme ceux que nous avons eus depuis deux jours mais, bien sûr, il ne suffit pas de créer des réseaux de connaissances réciproques, le travail dans le milieu économique ou universitaire – comme à l'université de Galatasaray – est un élément de constitution d'une meilleure compréhension de part et d'autre. Il faut donc se donner tous les moyens de multiplier ces contacts. À ce titre, je suis d'ailleurs très contente de l'existence d'un journal francophone qui ne peut que contribuer à l'évolution des bonnes relations entre les deux pays. »



Josselin de Rohan



Catherine Tasca

Il semble que la France ne veuille plus porter à elle seule l'ensemble des oppositions à l'égard de l'adhésion de la Turquie à l'UE. Mais les Turcs sont devenus très méfiants et beaucoup d'efforts seront nécessaires afin d'améliorer l'image de la France en Turquie. Le capital de confiance dont bénéficiaient l'UE et la France semble être en partie entamé et les Turcs attendent de véritables preuves de bonne volonté qui leur permettraient d'ouvrir le débat sur la Turquie en France et tenter de convaincre l'opinion publique qui, en raison de sa méconnaissance de ce pays, est contre son entrée dans l'UE. Même si pour beaucoup la France n'est qu'un membre parmi les vingt-sept, il est sûr que sans une opinion favorable de la France, l'adhésion de la Turquie à l'UE semble impossible. Les Turcs devront donc, parallèlement au processus d'adhésion, se faire connaître à l'opinion publique française, mais la question est de savoir si les véritables conditions d'un débat sincère et objectif seront réunies...

* Mireille Sadège, journaliste
Docteur en histoire des relations internationales

Mieux connaître... (Suite de la page 1)

Pourquoi Istanbul ? Parce que c'est une ville à la fois légendaire et charismatique ; c'est une des grandes villes du monde et de la mémoire de l'humanité, une cité dont l'histoire est fascinante et passionnante. J'ai beaucoup lu Pierre Loti, j'ai donc beaucoup rêvé de la Turquie. J'avais du reste déjà été amenée à travailler, dans le cadre de mes précédentes fonctions, avec l'Institut Français d'Istanbul de manière ponctuelle ; et d'ailleurs, lorsque je me suis installée dans ce bureau où nous nous trouvons actuellement, il s'y trouvait (et s'y trouve toujours) l'affiche annonçant un événement dont j'avais été la coordonnatrice depuis la France. C'était un peu comme un signe du destin, comme si elle m'attendait. C'est une découverte aussi de venir ici, c'est sur cette terre qu'est née une partie essentielle de notre philosophie, mais aussi Homère et Hérodote en particulier... Ce sur quoi sont basés les systèmes de pensée de l'Occident est né sur les terres turques et cela, pour moi, c'est extraordinaire. Voilà pour le cheminement.

Quelles sont vos premières impressions d'Istanbul ?

Cela ne fait qu'un mois que je suis ici, mais ce qui m'a beaucoup marquée, c'est le fait qu'Istanbul n'a aucun problème avec la modernité. Avant de s'y rendre, on se dit que ce doit être une somptueuse ville muséale, alors que c'est une ville incroyablement contemporaine. C'est une ville électrique, avec une espèce de tension ; le pouls qui y bat est jeune et sa modernité n'a rien à envier à celle des autres grandes villes du monde. Elle a su assimiler tant de diversités sans perdre son identité : c'est peut-être cela qui, justement, la rend moderne. Je ne sais pas si l'on peut dire la même chose de l'ensemble de la Turquie, que je ne connais pas encore ; mais c'est un fait que cette électricité, dont je parlais, je la sens et la vis partout dans cette ville.

Vous êtes arrivée dans une période assez critique, il y aura l'année prochaine la saison culturelle turque en France puis Istanbul 2010...

C'est un challenge extraordinaire et une très grande chance d'être ici à ce moment-là. Cela oblige à tenter d'être le plus possible à la hauteur d'un tel événement. On a besoin en France de connaître cette Turquie moderne, que l'on connaît encore mal et souvent à travers des clichés vieux d'un siècle sinon davantage ! Le problème est de faire savoir aux Français ce qu'elle est, cette Turquie, certes puissamment patrimoniale, mais également ancrée dans notre temps. À cet égard, la « Saison turque en France » qui tient très fortement au cœur de Bernard Emié, notre Ambassadeur, sera une plate-forme propice à la mise en œuvre de cette reconnaissance, une occasion unique pour les artistes, intellectuels et écrivains turcs de faire connaître la spécificité de la Turquie moderne. Un grand nombre de projets est en voie de labellisation, qui ne se développeront pas seulement à Paris, mais également dans toute la France, ce qui est fondamental, car la France elle-même est diverse et la curiosité y existe partout. Les médias français pourront ainsi découvrir cette nouvelle Turquie.

Prévoyez-vous des activités par rapport à la saison turque, ici à Istanbul ?

J'aimerais qu'on puisse se faire l'écho de ce qui se passe en France. J'ai une idée mais dont je dois travailler la faisabilité. Nous sommes dans un cadre exceptionnel, sur l'avenue Istiklal, où presque deux millions de personnes passent quotidiennement. Je propose donc d'utiliser les murs extérieurs pour pouvoir donner des informations sur ce qui se passe en France et exposer des créateurs présents en France à ce moment-là. L'essentiel est de faire avancer l'idée de dialogue, la connaissance des peuples les uns par les autres. C'est un des rôles de la culture ; nous avons donc une tâche essentielle.

Quelles missions vous attribuez-vous pour ce poste ? Quelle trace comptez-vous laisser ?

Je viens d'arriver et vais prendre quelques semaines avant d'élaborer définitivement, en concertation avec le Conseiller culturel de l'Ambassade, les priorités qui me semblent être celles qui s'imposent à l'Institut français d'Istanbul. L'enseignement est bien évidemment une de nos missions fondatrices, mais la formation, d'une façon générale en est une autre. En fait, nos missions se doivent de répondre à un double souci d'inlassable diversité et d'attention extrême. Ce qui est essentiel, je le répète, c'est le partage et la concertation permanente avec les grandes fondations, associations ou institutions, les groupes et ensembles émergeant au domaine de la création, de la recherche ou de l'éducation ; mais aussi avec les artistes isolés, les créateurs en instance de reconnaissance publique, les universitaires. Il faut leur offrir, avec les moyens qui sont les nôtres, la possibilité d'entrer en relation avec les lieux et les instances de diffusion. C'est pourquoi cette fonction d'intermédiaire est fondamentale. S'il convient de laisser une trace, de préférence une de « celles qui font rêver », selon la belle formule du poète René Char, celle-ci doit être durable (ainsi que le sont ces chemins qui se sont fondés de façon indélébile par l'insistance du pas des passants) et non pas fugace ou purement circonstancielle. Je crois qu'Istanbul et en train de vivre une époque d'effervescence artistique et culturelle comme elle n'a peut-être encore jamais connue ; ce mouvement, cette vibration si particulière, j'aimerais, le temps de ma présence ici, que l'Institut accompagne la profusion, à travers la diversité de ses programmes, de ses propositions en profitant de pouvoir offrir sa médiathèque et sa salle de spectacle récemment rénovées, qui font partie intégrante, j'ai déjà pu m'en rendre compte, de l'histoire et du quotidien de la vie culturelle stambouliote. En conclusion, disons qu'il convient d'être à la fois humble et ambitieux.

Que pensez-vous du journal Aujourd'hui la Turquie ?

J'ai découvert le journal quand j'étais à Paris. C'est un véritable pont qu'édifie ce journal. Il ouvre la voie à un mouvement incitant au dialogue et à la mise en commun des projets et des idées des uns et des autres, Turcs et Français, dans cet unisson que rien ne favorise mieux que l'activité culturelle. Qu'il soit franco-turc augure au mieux de ce que sera l'avenir, je l'espère, en de nombreux domaines.

* Propos recueillis par Hüseyin Latif



Anne Polie

Où va le football français ?



* Kemal Belgin

C'est à peine croyable... Après qu'ils ont eu remporté le championnat d'Europe de football et eu un succès remarquable à la coupe du Monde 1986, autrement dit après la fin de carrière des stars comme Platini, Giresse, Lacombe, Bossis, Tigana, Didier Six, Fernandez, la France a vécu une période de trouble dans le football. Ce trouble, ou cette crise, s'est poursuivi jusqu'au championnat d'Europe 1996. Mais dans cette période, la France souffrait de la restructuration et les investissements à Fontainebleau commençaient à porter leurs fruits. Après le tournoi en Grande-Bretagne, la France allait organiser la coupe du Monde 1998. Jusqu'au commencement, une lutte autour de « Cantona-Ginola » opposait l'entraîneur Aimé Jacquet et la presse sportive. Au final, Aimé Jacquet a choisi Henry et Trézéguet et, n'entrons pas dans les détails, la France remporta sa première coupe du monde. Mais le directeur technique n'était pas heureux et, avant la finale contre le Brésil, il s'était plaint que « la France n'inonde pas les rues. Si l'on n'enthousiasme pas l'opinion publique avec un tel succès, je démissionnerai. » Et il arrêta le métier après avoir gagné la coupe... La France a ensuite remporté le championnat d'Europe, organisé conjointement par les Pays-Bas et la Belgique. Ce fut la première équipe nationale à remporter deux coupes de suite dans l'histoire.

Et voilà qu'après deux grandes réussites, la France tombe à nouveau de haut, tout comme en 1986. Évidemment, la génération Zidane commença à terminer sa carrière et l'équipe française n'a pas donné ce qu'on attendait d'elle, avec ses départs et ses anciens joueurs qui continuaient à jouer. De plus, la Fédération française de football montrait une insistance incompréhensible pour maintenir en place le directeur technique Raymond Domenech. Puisqu'il n'y ait plus de meneur, comme Platini ou Zidane, le désordre dans le système de jeu continuait. Alors que Ribery avait été nommé pour tenir leur fonction, on essaya de mettre aussi ce poids sur les épaules de quelques jeunes joueurs. Mais ils n'ont jamais pensé à jouer avec un libéro avant, un milieu à trois et deux hommes avancés, ou alors avec deux libéros avant, un meneur de jeu et un joueur avancé. Ils ne parvenaient pas à un modèle de jeu qui convenait aux qualités des joueurs. Puis voilà le championnat d'Europe de football... Résultat ? L'école française n'a pas été au rendez-vous. Ce fut même une catastrophe... Et pour les matchs éliminatoires de la coupe du Monde 2010 ? Défaite 3 à 1 contre l'Autriche, match nul 2 à 2 contre la Roumanie... La raison ? Toujours la même... Une mauvaise utilisation du nouveau potentiel et une impossibilité à faire fusionner les anciens avec les nouveaux. Mais le cuisinier qui prépare les mauvais mets continue son métier... Vu d'ici, qui est ou qui sont les responsables de ce recul du football français ? On le voit nettement et clairement.

* Kemal Belgin, journaliste et enseignant à l'Université de Marmara



Retrouvez toute l'actualité du
football français sur TV5MONDE

Tous les lundis à 22h00



www.tv5.org

TV5MONDE

Vers une « deuxième guerre de Crimée », la Turquie, la Russie et les autres...



* Mehmet Seyfettin Erol

Les événements vécus dans la région de la mer Noire, ayant pour épice le Caucase, continuent à annoncer l'arrivée d'un nouveau processus de changement qui les accompagnerait. La crise

qui débuta entre la Géorgie et la Russie a dépassé depuis longtemps son statut régional avec l'introduction des États-Unis dans le jeu. La position à l'encontre de la Russie adoptée par les États-Unis, l'UE et l'OTAN, pousse la région vers une guerre. On essaie de répéter l'histoire.

La guerre de Crimée, qui a eu lieu au milieu du XIX^e siècle, est appelée à se répéter une seconde fois. Ainsi, les eaux se réchauffent à nouveau dans la mer Noire, formant un support important de la politique d'encerclement au sein de la lutte des forces eurasiennes. Dans cette nouvelle guerre, l'adhésion probable de l'Ukraine et de la Géorgie à l'OTAN en décembre 2008 suffirait à mettre le feu aux poudres. Le premier souhait de bienvenue de l'OTAN à l'Ukraine peut avoir lieu en Crimée. À cet égard, il ne serait pas raisonnable d'observer la crise politique qui commence en Ukraine indépendamment de ces événements. Cette crise peut amener l'Ukraine à perdre la Crimée et se diviser en deux, entre les prorusses à l'Est, et les prooccidentaux à l'Ouest du pays.

Parce que tout a commencé avec une « guerre Géorgie-Russie », et à cause de la position russe sur la crise dont le caractère régional a été dépassé avec la participation des États-Unis et la position ferme de l'Occident qui a suivi, nous avons immédiatement à l'esprit la « guerre de Crimée » qui a eu lieu entre 1853 et 1856.

Toutefois, aujourd'hui, on peut aisément voir que la raison principale de la crise n'est pas la Russie. Avec l'après 11 septembre, les opérations lancées par les États-Unis au Sud ont vu un glissement vers le Nord, dans l'axe de la mer Noire et du Caucase avec l'introduction de l'Ukraine et de la Géorgie dans

le camp des États-Unis, et avec une période de coups d'État ou de révolutions de couleur dans les États baltes et les Balkans. La position adoptée par la Géorgie, qui se retrouve en situation de tête de pont des États-Unis et par l'Ukraine, candidate elle aussi, a été à l'origine de ces défis lancés entre les États-Unis et la Russie.

L'adhésion de l'Ukraine et de la Géorgie en décembre à l'OTAN sera quasiment un « casus belli » pour la Russie. On peut déjà deviner la réponse russe à ce pas qui constituera un des derniers élans dans la politique d'encerclement de la Russie. On sait que la Russie ne plaisante pas, alors qu'elle a déjà signifié sa position sur la question de la Géorgie et de l'Ossétie du Sud avec des interventions musclées.

Le gouvernement américain joue avec le feu en voulant utiliser la Géorgie et en rappelant à la Russie le Tatarstan, le Daguestan et les autres républiques autonomes tcherkesses et musulmanes. Les États-Unis, qui annoncent pratiquement diviser une deuxième fois la Russie, cherchent à nouveau à utiliser les Turcs et les musulmans dans ce projet. Très bien, mais les États-Unis veulent-ils mettre

en œuvre ce projet pour le bien des Turcs et des musulmans ? La réponse est suffisamment claire à la fin de la première « guerre de Crimée » ! La Russie souhaite que l'on ne franchisse pas encore une fois ces lignes rouges. Tester ce pays dans l'atmosphère actuelle ne serait pas chose intelligente. Il serait suffisant de le demander au gouvernement de Tiflis.

Actuellement, Poutine et Medvedev se mobilisent comme un aigle à deux têtes et ils ne souhaitent pas que l'on pénètre dans leur territoire. Tout comme ils ne le souhaitent pas, ils dirigent une politique réciproque en mobilisant toutes les possibilités en leurs mains, pensant que la meilleure défense est l'attaque. Ainsi, ils avancent dans un périmètre

large dans leur sillage proche qui se trouve dans l'arrière-jardin des États-Unis, suite à la clarification des camps. Ces événements qui poussent à une nouvelle polarisation du monde accroissent les chances d'une guerre chaude avant une guerre froide.

Que doit faire la Turquie entre la Russie et les États-Unis ?

La Turquie se retrouve encore au centre de ces événements et figure parmi les pays qui détermineront l'avenir de la situation. La position que devra adopter la Turquie, la politique qu'elle observera et les choix qu'elle fera seront donc très importants. Même si la Turquie cherche à rester un pays « neutre actif » entre son allié problématique

les États-Unis et son voisin la Russie, il sera difficile de perdurer ainsi. Les inquiétudes et les désillusions de la Russie envers la Turquie en sont des indices. Avec le passage de navires de guerre américains dans le Bosphore, la Russie a revu ses relations avec la Turquie et des problèmes de confiance recommencent à surgir dans les relations Ankara-Moscou.

Aussi, les avancées de la Turquie vers l'Arménie sont suivies avec inquiétude par la Russie. Malgré les déclarations que l'on a pu entendre dans la presse, la Russie observe d'un autre œil la politique de la Turquie dans le Caucase, ainsi que le processus commencé avec l'Arménie. Elle voit dans ces ouvertures une tentative de la Turquie et des États-Unis pour couper l'Arménie de la Russie, ce qui serait une partie du projet d'encerclement de la Russie. Ainsi, la Turquie éprouve des difficultés à convaincre la Russie et ces difficultés risquent de pousser vers d'autres voies les relations entre les deux pays, cette situation profitant directement au gouvernement de Washington.

La lune de miel entre Ankara et Moscou se termine-t-elle ?

Il ne fait aucun doute que le retour impérialiste dans la politique mondiale de la Russie avec Poutine, et son poids qui augmente dans la région poussent à repenser les relations Turquie-Russie. Lors de la guerre froide, les relations entre Ankara et Moscou furent

la scène d'une rivalité intensive pendant la première partie des années 90 et l'après 11 septembre, notamment, avait laissé la place à une collaboration dans les régions de la mer Noire et du Proche-Orient, dans le cadre d'un danger commun. Sur ce point, alors que l'on ne permettait pas de faire de la mer Noire un « lac américain », des politiques parallèles au sujet de l'Irak, de la Syrie avaient été entreprises, et cela avait brouillé le jeu des États-Unis dans un sens. Avec le projet de Courant Bleu, une collaboration avait été entreprise et le projet était mis en avant davantage comme un choix politique pour Ankara. D'un autre côté, le retour radical dans la région et les sorties fermes et tranchantes de la Russie dans sa politique extérieure depuis 2007, ainsi que les signaux lancés par Ankara pour une politique active dans la région, annoncent le retour sur scène de la rivalité entre les deux pays. Nul n'est donc besoin de rappeler que la dimension des relations entre la Turquie et les États-Unis et la position du gouvernement moscovite vers le monde turcophone seront déterminantes pour les relations entre Ankara et Moscou pour la prochaine période :

- Une rivalité au Sud du Caucase, impliquant surtout la Géorgie, l'Azerbaïdjan
- La probabilité de ressortir les vieilles cartes comme le PKK et la Tchétchénie
- Une nouvelle lutte pour les ressources énergétiques et leur parcours en Asie centrale
- Une position commune Ankara-Occident pour la sécurité énergétique
- Un nouveau champ de rivalités en Asie centrale, surtout pour les Républiques turcophones, et le désir d'une « réintégration » de la Russie pour accroître la force centrale de Moscou dans « le Nouveau Jeu » face au



« Projet d'Union du Monde turc » de la Turquie.

- Une nouvelle période de lutte au Proche-Orient avec l'Irak comme épice
- En Irak, une désillusion des Kurdes irakiens et le désir d'avoir des bonnes relations avec la Russie semble prévaloir
- D'un autre côté, la position commune sur la mer Noire semble se poursuivre encore quelque temps.

En conclusion, un jeu dangereux est lancé au Nord de la Turquie qui pourrait amener une « deuxième guerre de Crimée ». Les coups de poker et les démonstrations de force peuvent pousser le monde vers une grande crise. Cette querelle entre les États-Unis et la Russie, qui commença tôt, entraînent la région et la Turquie en premier lieu vers une période dangereuse. La Turquie, qui essaie d'observer une politique de zéro problème avec ses voisins pour la paix et la stabilité, a de plus en plus de mal à faire perdurer ses efforts de neutralité. Il faut que la Turquie soit plus prudente et qu'elle ne reste pas face à un fait établi, parce qu'elle est un pays membre de l'OTAN. Chaque pas avancé par Ankara doit être mesuré, tant envers l'Occident qu'envers le Nord.

D'un autre côté, Ankara doit prendre la mesure des effets dans la politique extérieure de la Turquie du retour radical de la Russie, à moyen et long termes. Même si la collaboration a remplacé les rivalités ces derniers temps, les réalités historiques et géopolitiques ainsi que les intérêts montrent que les deux acrobates ne marcheront pas toujours sur le même fil. C'est pourquoi la Turquie doit protéger ses lignes rouges et ses intérêts (la sécurité de l'énergie et les transports) et la Russie doit faire attention à l'équilibre formé dans la région et la place d'Ankara dans cet équilibre. Le pas le plus important pour renforcer la Turquie dans une situation de leader dans la région passe par l'acquisition du dernier rempart de la Russie dans le Caucase du Sud, l'Arménie. Quelle politique la Turquie doit-elle suivre ?

1. Poursuivre sa politique de neutralité active, elle doit être stabilisatrice entre les États-Unis et la Russie
2. Elle doit devenir une force choisie par la région entre les États-Unis et la Russie
3. Elle doit intervenir sur les problèmes centraux dans la région, et montrer clairement une politique extérieure proactive qui suit ses intérêts et ses sensibilités
4. Elle doit continuer ses avancées et prendre des initiatives pour ouvrir de nouvelles relations avec les pays voisins problématiques, comme l'Arménie, tout en protégeant ses lignes principales et ses sensibilités
5. En poursuivant les projets de collaboration régionale, elle doit continuer à élargir les collaborations et la diplomatie bilatérale et fonder ainsi de grands projets régionaux
6. Elle doit accélérer les projets qui ont pour centre le Caucase et l'Asie centrale dans le domaine de la sécurité énergétique
7. Elle doit utiliser des éléments de force puissante et des éléments de force faible d'une manière intelligente et active

As Matbaacılık
Reklam Ambalaj San. ve Dış Tic. Ltd. Şti.

Renklerle Buluşma Noktanız...

AS MATBAACILIK

Adres: Yüzyıl Matbaacılar Sitesi 4. Cadde No: 92 Bağcılar / İST.
Tel: (0212) 429 49 49 - 430 51 52 Fax: (0212) 429 49 29
Web: www.asmatbaacilik.com.tr
e-mail: asmatbaacilik@gmail.com - info@asmatbaacilik.com.tr

La présidence française doit convaincre la France au sujet de l'adhésion de la Turquie à l'UE

Oğuz Demiralp est aujourd'hui ambassadeur et secrétaire général aux Affaires européennes de Turquie. Il a reçu notre directeur de la publication, Hüseyin Latif, pour faire le point sur les relations entre la Turquie et l'UE.

Monsieur l'ambassadeur, où en sont les relations entre la Turquie et l'UE ? Sommes-nous dans une situation d'inertie ?

Non, il n'y a pas d'inertie dans nos liens avec l'UE. Les réunions continuent, bien que l'on n'en parle pas dans les médias parce qu'il ne s'agit pas de grands événements qui réunissent les chefs d'État. En un an, nous avons eu près de 600 réunions avec l'UE. Les négociations continuent, ce sont des travaux quotidiens.

Où en sommes-nous dans les négociations ?

Il y a 33 chapitres, nous sommes dans un processus d'observation. Nous avons reçu un rapport d'observation pour 23 d'entre eux, mais seuls 8 ont été ouverts jusqu'à aujourd'hui. Nous en ouvrirons deux autres bientôt. Un seul a été clos et nous ne sommes pas encore dans la phase de clôture pour les autres chapitres.

Comment prévoyez-vous le processus en cours ?

Avec de la volonté politique et une mobilisa-

tion sociale, ces travaux techniques peuvent prendre fin d'ici 4 ou 5 ans, mais il existe des opinions négatives au sujet des relations entre la Turquie et l'UE. Pour établir un bon calcul, il faut pouvoir prévoir quand ces mauvaises opinions changeront. Les Français avaient d'abord accepté le jeu, aujourd'hui ils reviennent sur leur parole.

Pensez-vous que la Saison turque en France changera quelque chose ?

L'objectif principal est de changer les choses, de rapprocher les peuples français et turc. Mais je dois dire que je ne pense pas que nous ayons un quelconque problème avec le peuple français. Ce sont les hommes politiques français qui ont un problème avec la Turquie, et ce qui est plutôt fâcheux, c'est que l'on ne sait pas quel est leur problème avec nous.

Peut-être est-ce une question de sièges au Parlement européen ?

Je ne le pense pas, parce que tous ceux qui connaissent le fonctionnement de l'UE savent que le Parlement européen est composé sur une base de partis politiques, et non de pays. Si la Turquie intègre l'UE, les députés des partis représentés entreront dans des plus grands partis européens et défendront les idées de ces partis, et non pas d'un pays.

La France a fait toute une campagne médiatique sur la présidence française de l'UE. Nous en sommes arrivés à la moitié.

Dans les faits, que s'est-il passé ?

Le temps de présidence est relativement limité. Dans ces six mois, il y a aussi des semaines de vacances d'été. La présidence française a été troublée par l'échec du référendum en Irlande mais aussi par des événements extérieurs comme la guerre en Géorgie, cela a modifié la gestion de la présidence française. Vis-à-vis de la Turquie, c'est une gestion objective, loin des déclarations négatives d'hommes politiques que l'on a déjà pu entendre. Notre attente de cette présidence est qu'elle convainque la France de l'entrée de la Turquie dans l'UE, en adoptant un point de vue plus objectif.

Lorsque la France passera le relais à la République tchèque, il y aura les élections européennes. Pensez-vous que la France utilisera encore la carte de la Turquie ?

Il ne faut pas qu'elle le fasse, parce que la Turquie est dans un processus technique de négociations. Si elle réussit ce processus, elle entrera dans l'UE, sinon elle n'y entrera pas comme convenu lors de l'acceptation de la candidature turque. C'est simple comme tout. Il faut donc que la France sorte d'autres lapins de son chapeau, et qu'elle s'occupe plutôt de ses propres problèmes.

L'UE souhaite construire sa propre force armée. Est-ce pour prendre le rôle de l'OTAN ?

En effet, l'UE souhaite construire sa dé-



fense, ce qui passe par l'établissement d'une armée mais aussi de forces civiles et de police. La Turquie aide l'UE dans cet objectif, et ce depuis 2004 dans le cadre des accords autour du traité de Nice. Si la Turquie entre dans l'Union, elle contribuera encore plus, évidemment. Cependant, le but n'est pas de remplacer l'OTAN car c'est à la fois impossible et aussi, car il n'y a pas cette volonté. C'est impossible parce que l'Europe a beaucoup perdu dans le domaine de la défense, ses armées s'appauvrissent, mais surtout les budgets consacrés à la défense sont très limités.

Avez-vous quelque chose à ajouter ?

Oui, en tant que citoyen, j'aimerais exprimer mon regret de voir Turkish Airlines annuler ses vols entre Istanbul et Strasbourg. Strasbourg est la capitale de l'Europe, elle accueille le Conseil de l'Europe et le Parlement européen, mais c'est aussi une région où la communauté originaire de Turquie est la plus représentée parmi toutes les communautés étrangères. Cette annulation des vols va aussi à l'encontre de l'esprit de la Saison turque, qui vise à rapprocher les peuples turc et français.

** Propos recueillis par Hüseyin Latif*

Tête à tête à Istanbul avec Louis Guédon

Louis Guédon, en plus d'être député de la Vendée et maire des Sables-d'Olonne, est un fervent passionné de voile. Lors de sa venue à Istanbul au mois d'octobre, il a accepté de nous parler, de la raison de sa présence en Turquie et de sa vision des relations franco-turques. Et c'est avec beaucoup de sincérité qu'il a vanté les mérites de notre journal et insisté sur l'importance de la présence d'une presse francophone en Turquie.



Pourquoi êtes-vous à Istanbul cette semaine ? Est-ce votre première venue en Turquie ?

C'est la seconde fois que je viens en Turquie, la première ayant eu lieu lors d'une croisière que j'avais faite sur la côte ouest du pays. En revanche, je n'étais jamais venu à Istanbul auparavant. Pour moi, Istanbul représente un mythe, une longue histoire à la fois complexe et intéressante. C'est pourquoi je suis très heureux d'être là.

Mais si je suis en Turquie actuellement, ce n'est pas en ma qualité de député. En ce moment, une course de voile appelée « Cap Istanbul » se déroule dans le cadre de la Classe Figaro, course de sélection pour les grandes épreuves maritimes internationales comme le Vendée Globe. « Cap Istanbul » est la version méditerranéenne de cette course sélective qu'est la Classe Figaro. Je m'intéresse beaucoup à la voile et aux activités maritimes, d'où ma présence à Istanbul en ce moment.

Vous venez de le spécifier, vous n'êtes pas venu en votre qualité de député. Mais à titre personnel, comment jugez-vous les relations franco-turques ?

Je vois ces relations comme étant très bonnes, contrairement à ce que tout le monde pense. Il y a beaucoup d'amitié entre la France et la Turquie. À l'Assemblée nationale française, je n'entends que des propos

en faveur du développement des relations de tous ordres avec la Turquie.

En ce qui concerne le problème de la Turquie avec l'UE, je perçois cela comme un faux problème. L'Europe est née de l'axe franco-allemand après les deux guerres mondiales, pour éviter que de tels massacres et de telles guerres se reproduisent. De nombreux accords entre les pays européens ont été créés pour reconstruire une Europe défigurée et c'est à chaque fois le couple franco-allemand qui a pris toutes les décisions relatives à la coopération en Europe. Toutefois, on a cherché à intégrer d'autres pays aux prises de décisions. L'Europe des 6 est ainsi née, puis l'Europe des 9, des 15 et enfin des 27. Certains de ces pays ont décidé de faire partie de la zone euro, d'autres pas. Certains se sont alignés sur les critères de Maastricht, d'autres non. Certains sont des puissances mondiales, d'autres sont plutôt pauvres. Nous sommes donc face à une Europe aux multiples visages, hétérogène, une Union européenne pas si unie que cela... Même pour des questions comme la politique maritime de la pêche, l'Europe n'est pas au même diapason. Comment désormais organiser un territoire de 27 pays si différents ? C'est pourquoi je dis que les rapports entre la Turquie et la France ne doivent pas souffrir de la question européenne. L'amitié avec la Turquie

et le développement des relations économiques doivent être la seule chose à privilégier. D'ailleurs, les Français ne sont pas en phase non plus avec l'UE : ils l'ont prouvé en rejetant d'une même voix le traité constitutionnel européen en 2004, lui-même écrit par un ancien président de la République française, j'ai nommé Valéry Giscard d'Estaing. Le rapport complexe qu'entretiennent les Turcs avec l'Europe est similaire à celui que la France entretient avec l'Europe. Il est important que la Turquie prenne conscience de cela.

Justement, dans le règlement de la crise financière, on a vu que seules les puissances européennes du G7 se sont réunies pour faire face à la crise en Europe. Comment jugez-vous cette Union européenne restreinte ?

Comme je l'ai dit, l'élargissement de l'Europe est un problème puisque l'UE est maintenant constituée de pays qui n'ont pas la même situation économique et politique et qui n'ont pas la même conscience collective. Il ne peut pas y avoir d'entité homogène pour l'Europe, donc il y a des leaders incontestables.

Vous avez vanté les bonnes relations que la France et la Turquie ont toujours entretenues et vous pensez qu'elles doivent perdurer entre les deux États. Notre journal est-il, selon vous, (un outil) de la pérennité de l'amitié franco-turque ?

Incontestablement. L'initiative de ce journal ne peut qu'être favorable à cette amitié entre la Turquie et la France. C'est avec beaucoup d'attention que je l'ai lu et le moins que je puisse dire, c'est que tous les ingrédients y sont pour faire un excellent journal. Nous y trouvons un large choix de sujets, allant de la politique économique, intérieure et internationale, aux sujets culturels. Toutes les questions relatives à l'expansion de la Turquie, à sa stabilité et à son rayonnement international s'y trouvent. De surcroît, la valorisation de la France y est très présente, ainsi que des sujets communs à la France et à la Turquie. D'autant que la Turquie est un pays qui attire de plus en plus de Français, et que ses paysages sont de plus en plus prisés par les touristes.

Pour finir, je dirais que la France et la Turquie ont pour point commun d'être deux républiques laïques, et ce journal insiste sur cet aspect. La liberté de la presse transparait dans vos pages, ce qui fait d'Aujourd'hui la Turquie le garant des libertés de penser et de s'exprimer. Cela est, selon moi, très positif pour la France et la Turquie.

Votre journal doit perdurer et être soutenu par la France et les entreprises françaises présentes sur le sol turc. C'est en tout cas, le vœu que je forme.

** Propos recueillis par Marine Deneufbourg*

La Turquie face aux crises en Irak et dans le Caucase



Nevzat Yalçıntaş

Le conflit entre la Russie et la Géorgie influencera-t-il les relations de la Turquie avec les pays de la région concernée ?

La Turquie et la Russie ont adopté de nouvelles relations depuis la démocratisation de la Russie, qui a atteint son plus haut niveau avec Poutine. Les bonnes relations sont à plusieurs niveaux : politique, économique et touristique. En effet, le tourisme russe en Turquie est une preuve de cette normalisation des échanges entre les deux pays. Aussi, dans le secteur du bâtiment, des entreprises turques sont choisies pour construire une architecture nouvelle et moderne. Les visites des chefs d'État des deux pays ont aussi quelque chose de réjouissant. Toutefois, dans ce dossier qui concerne avant tout la Géorgie et la Russie, la Turquie est dans une position difficile, que l'on pourrait dire d'intermédiaire. En effet, dans le cadre de sa politique extérieure au Caucase, la Turquie défend l'intégrité territoriale de la Géorgie, ce qui signifie qu'Ankara ne voit pas d'un bon œil l'indépendance de l'Ossétie et d'autres régions de la Géorgie. Aussi, la Turquie et la Géorgie ont des relations amicales et la Turquie avait besoin de la Géorgie dans la politique d'isolement de l'Arménie dans la région. Elle a formé, à petite échelle, des cadres de l'armée géorgienne, et il est déjà arrivé, dans une crise précédente entre Tbilissi et Moscou, que les Géorgiens, coupés de l'aide russe, soit venus demander de l'aide à la Turquie pour pouvoir payer des subventions à des centres sociaux. L'adhésion pleine et entière de la Géorgie à l'OTAN a durci ses relations avec la Russie et la Turquie a soutenu cette adhésion. Pourtant, les relations entre Ankara et Moscou peuvent

Le professeur Nevzat Yalçıntaş a occupé des fonctions importantes telles que directeur général de la chaîne publique TRT, éditeur en chef du journal Türkiye, membre fondateur de l'AKP ou encore député d'Istanbul. M. Yalçıntaş a nous donner son opinion sur quatre points importants de la politique extérieure de la Turquie : le Caucase, Kirkouk et l'Irak, Chypre et la position française sur l'adhésion de la Turquie à l'UE.

être considérées comme un âge d'or, donc la Turquie n'a pas intérêt non plus à trop s'impliquer dans ce conflit. D'autant plus que les Russes sont ou seront bientôt la première nationalité des touristes dans notre pays, dépassant les Allemands. La chose qui pourrait réellement détériorer ces relations est un conflit entre la Russie et l'Azerbaïdjan, les Turcs ne pouvant pas retirer leur soutien à ce peuple frère. J'espère dans tous les cas que la crise du Caucase continuera à être résolue dans le cadre de l'OTAN et qu'il n'y aura aucun préjudice pour les pays de la région.

Que pouvez-vous nous dire sur la région de Kirkouk, en Irak, et de la position turque face à ce problème ?

Kirkouk fait partie de nos problèmes nationaux et historiques. Il y avait aussi la région de Hatay (Antioche), mais nous avons su résoudre ce dernier problème. Les Français voulaient, pendant l'entre-deux-guerres, l'intégrer dans les frontières syriennes mais la Turquie, par les voies diplomatique et politique, a réussi à garder cette région historique dans son territoire. Hatay a d'abord été une province indépendante, puis elle a décidé de rejoindre rapidement la Turquie. En Irak, trois régions étaient anciennement gouvernées par les Turcs : Kirkouk, Bagdad et Bassora, mais nous n'avons pas réussi à récupérer ces régions parce que les Anglais s'y sont accrochés pour une seule raison, le pétrole. Les frontières au Sud-Est de la Turquie, qui sont coupées par les montagnes, ont été choisies délibérément et, si elles avaient été plus au



Sud, nous n'aurions pas vécu les événements récents. Kirkouk est une ville peuplée de Turkmènes depuis 1000 ans. Même si Barzani prétend que la région appartient historiquement aux Kurdes, c'est faux car les Kurdes viennent d'une région de l'Iran, plus à l'est, qu'ils ont fuie parce que le régime chiite chassait les sunnites et les registres ont été brûlés pour détruire les preuves qui démontraient que la région était peuplée de Turkmènes. Toutefois, la Turquie ne souhaite pas annexer cette région, elle défend ici aussi l'intégrité territoriale de l'Irak, et

les États-Unis, qui étaient favorables à un morcellement du pays, commencent à être d'accord avec cette position, parce qu'il y a un risque que l'éventuelle région chiite autonome à l'est du pays s'unisse avec l'Iran. Un référendum qui devait avoir lieu pour le statut de la région a été

repoussé et il faut que la situation reste ainsi parce que Barzani continuerait, si Kirkouk fait partie d'un territoire kurde, d'accélérer le nettoyage ethnique et d'envoyer le peuple turkmène à Bagdad ou en Turquie. Or la Turquie n'est pas en mesure d'accueillir 3 millions d'individus.

Les négociations semblent reprendre sur la question chypriote. Où en sommes-nous ?

Nous nous sommes rendus il y a peu à Guzelyurt, en Chypre du Nord et nous avons rencontré le président de la République turque de Chypre du Nord, Mehmet Ali Talat. Un ami député a questionné M. Talat qui revenait tout juste d'une rencontre avec la partie chypriote grecque. Je vous résume sa

réponse, « Ils nous font perdre notre temps. Le côté grec ne cherche pas de solution au problème chypriote et ils partent du principe que la meilleure solution est de ne pas trouver de solution. S'ils continuent sur ce chemin, je pense que la République turque de Chypre du Nord demandera sa reconnaissance internationale, ou bien rejoindra la Turquie. Les Grecs ont les yeux sur Chypre, mais tout entière, alors leur objectif est de nous faire attendre tout en obtenant des concessions. » M. Talat voit le problème avec tranquillité, il ne veut pas se précipiter. Sa vision est différente de celle de M. Denktaş, l'ancien président. Leur différence s'est observée lors du référendum pour le plan Annan. Talat et son parti appelaient à voter oui, Denktaş et son organisation politique appelaient à voter non. Les Chypriotes turcs ont voté en majorité pour le oui, mais les Chypriotes grecs ont refusé le plan Annan. C'était la première fois que les Chypriotes grecs montraient que ceux qui n'avaient aucune bonne volonté, c'était eux, ils ne veulent pas parvenir à un accord.

Souhaitez-vous ajouter quelque chose sur les relations entre la Turquie et la France ?

Depuis de Gaulle, la France s'est comportée très amicalement avec la Turquie. Les gouvernements qui l'ont suivi ont fait la même chose, y compris le gouvernement socialiste de Mitterrand puis celui de Chirac. Cependant, Sarkozy et son gouvernement ont décidé qu'il devait en être tout autrement, alors que les pays de l'UE ont tous dit « oui » à la Turquie en 2004. Pourquoi ce changement ? Pourquoi cibler la Turquie en exigeant un référendum pour les nouveaux pays candidats à l'UE ? Si la France et la Turquie continuaient d'entretenir des relations amicales, chacune aurait tout à y gagner.

* Propos recueillis par Hasan Latif et Inci Kara

L'Association des Bureaux de Traduction (ÇİD)

Fondée le 7 mai 2007 avec le rassemblement des principaux bureaux de traduction de Turquie, son but est de développer, d'améliorer leur efficacité et de faire avancer la profession et d'assurer que ceux-ci acquièrent l'aptitude nécessaire pour pratiquer leur profession dans des normes de haute qualité.

Lors du processus rapide de mondialisation dans lequel s'intègre la Turquie, le secteur de la traduction est devenu un secteur de plus en plus important. Le besoin ressenti pour la traduction dans tous les domaines des relations internationales s'est accru. En parallèle à une demande croissante, une offre importante s'est constituée dans ce domaine mais malheureusement, cette offre n'a pu être transformée en un secteur de service apte à se développer et à être mené sainement. De nos jours, de grandes différences sont constatées dans la qualité de la traduction en Turquie et le nombre de sociétés institutionnalisées qui font leur travail convenablement reste insuffisant.

Les principales sociétés de traduction en Turquie s'aperçoivent que cette évolution ne va pas assurer de profit au secteur à moyen terme et s'unissent avec l'objectif commun d'augmenter la qualité du service rendu. Ainsi, elles ont fondé la ÇİD en vue de porter le secteur à la place qu'il mérite. L'Association est ouverte à toutes les entreprises qui envisagent d'offrir des services avec bonne foi suivant les objectifs mentionnés.

Les questions fréquemment posées à la ÇİD

Y a-t-il un standard dans la traduction et dans sa gestion ?

Le TSE (Institut turc des statistiques) dispose de standards, aussi bien au sujet de la traduction que des bureaux de traduction. En plus, l'UE possède des standards concernant la traduction et la gestion.

Vos membres font-ils des traductions dans toutes les langues et dans tous les domaines ?

Les plus grandes sociétés de Turquie font partie de l'Association des Bureaux de

Traduction. D'autre part, certaines sociétés, bien que petites, offrent des services spécialisés dans certains domaines. De ce point de vue, nos membres peuvent offrir des services de traduction dans la plupart des langues utilisées dans le monde, ainsi que dans tous les domaines importants.

Pourquoi les prix sont-ils si différents ?

Pour pouvoir faire une comparaison de prix, il faudrait d'abord admettre que la qualité est identique. Or le coût d'une bonne traduction sera plus élevé car pour pouvoir faire une bonne traduction, une plus grande expérience professionnelle et de meilleures connaissances du domaine sont nécessaires. Des critères de qualité n'étant pas établis dans le secteur, il est normal que les prix diffèrent.

L'Association va-t-elle pouvoir empêcher la concurrence déloyale ?

Cela ne peut être réalisé que dans le cadre des principes acceptés par les membres de l'Association. L'Association va faire des efforts pour empêcher la concurrence déloyale en informant l'opinion publique et



Hülya Fındıkoğlu

le secteur de la traduction, en faisant prendre conscience du phénomène.

L'Association va-t-elle apporter une solution au problème de qualité qui existe sur le marché ?

L'objectif de l'Association est de rendre obligatoire la qualité des traductions. On ne peut pas résoudre immédiatement des problèmes existant depuis de longues années, mais ce qui est important, c'est que des pas soient franchis dans ce sens et que l'on avance de façon décisive vers cet objectif.

(<http://www.cid.org.tr/>)

Turquie-Hongrie : une longue histoire en commun

Comment la Hongrie a-t-elle vécu le processus d'adhésion de l'UE ? Le consul général de Hongrie à Istanbul, Mme Mária Székely nous a accueillis très chaleureusement pour répondre à nos questions mais aussi pour nous parler des liens très anciens et très ancrés entre son pays et la Turquie.

Comment s'est passé l'adhésion à l'UE en Hongrie ? Les Hongrois en sont satisfaits ?

Le peuple hongrois est plutôt proeuropéen et l'intégration signifiait avant tout pour nous, les Hongrois, appartenir à une famille européenne. En ce qui concerne l'accession en elle-même, elle fut difficile car nous devions faire une série de réformes très profondes, qui consistait à changer le système communiste en un système d'économie libérale et, en même temps, mettre en œuvre les réformes nécessaires à l'accession à l'Union. Après le changement de régime, la Hongrie a perdu un tiers de son marché d'exportation. Environ un million de Hongrois ont perdu leur travail juste après 1989 et 1990. Mais en fin de compte, avant l'accession, 84 % ont voté pour l'intégration dans l'UE lors du référendum en 2003. Aujourd'hui ce soutien a nettement diminué. Les intellectuels, les gens hautement qualifiés, les jeunes, ceux qui vivent dans les villes sont proeuropéens, les campagnards, les gens moins éduqués, les chômeurs, etc. sont plutôt eurosceptiques.

À votre avis, doit-on poursuivre les élargissements ou régler d'abord la question des institutions ?

Nous nous sommes tellement battus pour entrer dans l'UE que nous ne pouvons pas nous permettre de refuser l'élargissement à d'autres qui respectent les critères. Aussi, nous sommes fermement convaincus que tous les élargissements de l'Europe ont été bénéfiques aux pays qui y ont accédé mais aussi à l'UE elle-même. Nous avons donc une opinion de principe : nous sommes pour l'élargissement. Quant à la Turquie, nous sommes aussi persuadés que son appartenance à l'Europe sera bénéfique de tous les points de vue ; c'est un marché énorme, un grand pays qui se situe dans une région géopolitique très importante. La Turquie a également besoin de



nous, elle a besoin de l'Europe pour réaliser toutes les réformes qu'elle a commencées ; donc pour soutenir ces réformes, nous devons l'aider. Personne ne dit que la Turquie sera prête demain ou après-demain, la Turquie est aussi consciente que cela prendra du temps, cela dépend des réformes politiques, économiques, et en matière de droits de l'homme. C'est une immense transformation mais l'EU s'est engagée en 2005 en commençant les négociations d'adhésion avec ce pays et sa crédibilité est d'ores et déjà en cause.

Croyez-vous que le président Sarkozy va pouvoir faire avancer l'UE, notamment sur la question du traité de Lisbonne, après le non de l'Irlande ?

Cela risque d'être difficile, mais je lui souhaite beaucoup de chance parce que pour nous, l'élargissement de l'UE et l'approfondissement de ses institutions sont très importants. Nous étions le deuxième pays à ratifier

la Constitution européenne et, après sa transformation (due au « non » français et néerlandais), nous avons été les premiers à ratifier le traité de Lisbonne. Cela montre l'importance que nous accordons à l'UE, à ses institutions, à son approfondissement et à son adaptation à l'adhésion d'autres pays. Donc, si la France peut faire quelque chose en ce sens, nous serons satisfaits, mais ce ne sera pas facile. Il ne faut pas oublier le rôle très positif qu'a joué le président Sarkozy dans le cadre de la présidence française de l'UE, notamment pour la résolution de la crise entre la Russie et la Géorgie et ses efforts pour la protection du système financier de la zone euro face à la crise financière qui secoue le monde.

Quelles sont les relations économiques entre la Turquie et la Hongrie ?

Nous avons de solides relations avec la Turquie. Évidemment, la Hongrie n'est pas un grand pays, mais nous avons tout de même à peu près 2 milliards de dollars d'échanges commerciaux, et environ les trois quarts sont des exportations hongroises, soit 1,4 milliards de dollars, la Turquie exportant quant à elle pour 600 millions de dollars par an. Pour un petit pays de 10 millions d'habitants comme la Hongrie, ce n'est pas mal. La Hongrie exporte des machines industrielles, des installations énergétiques, des produits agricoles et elle importe essentiellement de Turquie du textile et des produits ménagers. Il y a pour environ 100 millions de dollars d'investissements turcs en Hongrie, mais par contre il n'y a pratiquement pas d'investissements hongrois en Turquie car les grandes compagnies hongroises investissent surtout dans les Balkans, en Serbie, en Roumanie, dans les pays voisins.

En ce qui concerne les relations culturelles, que pouvez-vous nous dire ?

Nous avons de très anciennes relations, les Hongrois et les Turcs se sentent très proches. Avant de venir en Europe, nous avons vécu dans la même région en Asie centrale et l'Empire ottoman a toujours accepté les exilés politiques hongrois. Nous avons donc cette histoire commune, avec différents mémoriaux nationaux en Turquie, comme le musée de Tekirdağ, qui marque la présence en Turquie du prince Rákóczi II, réfugié après l'échec de sa guerre d'indépendance contre l'absolutisme autrichien et mort – après 18 ans d'exil – à Tekirdağ au début du XVIII^e siècle. Ce musée est la propriété de l'État hongrois. La maison mise à la disposition de Kossuth et de son entourage un siècle plus tard par le sultan à Kütahya après l'échec de la révolution et la guerre d'indépendance contre la monarchie absolue autrichienne au milieu du XIX^e siècle, a aussi été transformée en musée, qui est la propriété de l'État turc, aménagé par le Musée national hongrois. Actuellement, j'ai mis en place un nouveau projet : je suis en train de travailler avec la mairie de Kocaeli à la création d'un musée à la mémoire d'un autre révolutionnaire du XVII^e siècle, Imre Thököly et sa femme, Ilona Zrinyi qui ont trouvé refuge à Kocaeli. Ce musée, qui va être aménagé par le Musée national hongrois, ouvrira le 13 novembre en présence des mi-

nistres de Culture des deux pays.

Quelles sont les relations dans le domaine du tourisme ?

Il y a pas mal d'échanges, mais pas autant qu'on le souhaiterait. Environ 80 000 visiteurs viennent en Turquie, et à peu près autant de Turcs se rendent en Hongrie. Les Hongrois ont de plus en plus tendance à venir en Turquie pour la mer Égée et la Méditerranée, à Antalya par exemple, ces destinations sont de plus en plus à la mode aujourd'hui en Hongrie.

Comment la Hongrie va-t-elle vivre les prochaines années dans l'UE ?

La Hongrie peut certainement contribuer à la politique commune parce qu'elle est pour ainsi dire une fenêtre ouverte sur les Balkans. De par notre histoire commune, nous connaissons cette région et entretenons des liens très étroits avec tous ces pays dans les domaines politique, économique, culturel, et même familial, dans la vie quotidienne. Nous

Concernant la Turquie, non seulement le passé ce pays est grand mais son avenir aussi est plein de promesses.

soutenons très fermement toutes les réformes nécessaires à leur adhésion à l'Union, y compris les différentes sortes d'assistance pour leur développement. Je crois que nous pouvons faciliter

en Europe les échanges et une meilleure connaissance de cette région car nous sommes familiers de leurs problèmes et aussi de leurs aspirations.

La Hongrie est membre de l'OTAN, qu'est-ce que cela a apporté au pays ?

Pour nous, l'intégration à toutes les institutions européennes était importante et l'OTAN en faisait partie. Tout d'abord, nous avons intégré le Conseil de l'Europe, ensuite l'OTAN, puis l'UE. L'OTAN, c'est aussi pour nous la communauté européenne.

Mais c'est aussi beaucoup les États-Unis. L'Europe, avec ses principes et ses valeurs, est différente des États-Unis...

Sans les États-Unis, l'Europe représente peu et nous avons besoin de ce grand pays ; donc pour nous, cette séparation entre l'Europe et



Mária Székely

les États-Unis paraît artificielle. Selon nous, les deux doivent avancer ensemble. Et puis l'OTAN, ce n'est pas seulement les États-Unis, c'est aussi la plupart des pays européens.

Pour finir, que pensez-vous d'Istanbul, et de la Turquie en général ?

Je me sens chez moi ici. C'est un pays très coloré, avec énormément de choses à voir et une population très chaleureuse. Traverser le Bosphore est une des plus belles choses au monde et la cuisine turque ressemble beaucoup à la cuisine hongroise. Istanbul a été la capitale de trois empires, c'était en quelque sorte le centre de l'univers de l'époque, et il reste de nombreux vestiges de ce passé glorieux. Je peux dire aussi, avec une certaine fierté, que beaucoup de monuments historiques sont en rapport avec mon pays. Par exemple, dans l'église Sainte-Sophie, une mosaïque montre Marie et Jésus, avec d'un côté l'empereur byzantin Comnenos Ionannis, et de l'autre sa femme Irène, qui était une princesse hongroise. Istanbul était, aux XVI^e et XVII^e siècles la ville depuis laquelle les affaires de mon pays étaient dirigées. Pour nous, Istanbul fait partie de notre histoire et c'est une des raisons pour lesquelles nous la sentons si proche, si familière. Je pense que non seulement le passé de ce pays est grand mais que son avenir aussi est plein de promesses.

Avez-vous quelque chose à ajouter ?

La ville de Pécs et la ville d'Istanbul seront en même temps « capitale culturelle de l'Europe » en 2010. Les projets qui sont en train d'être élaborés entre les deux villes seront une autre occasion de montrer au monde entier combien les civilisations différentes peuvent non seulement exister côte à côte, mais aussi combien elles sont fertiles l'une pour l'autre.

* Propos recueillis par Mireille Sadège

Bulletin d'abonnement

Pour recevoir chez vous Aujourd'hui la Turquie, veuillez remplir et renvoyer ce coupon à l'adresse indiquée en précisant le nombre d'exemplaires.

12 numéros : 40 € Turquie 18,70 € France 50 € Europe Version PDF : 25 €

Abonnement de soutien pour les entreprises 12 numéros

Le kit de 25 exemplaires 400 € Turquie 500 € Europe

Le kit de 5 exemplaires 150 € Turquie 200 € Europe

Prénom : _____ Nom : _____

Adresse : _____

Ville : _____ Code postal : _____ Pays : _____ No de téléphone : _____

Fax : _____ Email : _____

Date : ____/____/____ Signature : _____



Gratuit pour chaque abonnement et renouvellement

Mode de paiement pour la Turquie : virement Yapi Kredi (no de succursale : 0 217 Moda İstanbul no de compte en euros : 60901314; en YTL : 60825808)

Bizimavrupa Yayıncılık Ltd. - Moda Cad. No:77 D.3 - 34 710 İstanbul - Turquie
Tél: 0 216 550 22 50 - Fax: 0 216 550 22 51 - Email: alaturque@gmail.com

Mode de paiement pour l'Europe : chèque (à l'ordre de CVMag),
- virement bancaire à l'ordre des « Editions CVMag » - Crédit Lyonnais
no de compte 30002 Paris Bonne Nouvelle 00467 0000445120G

Les Editions CVMag 37 rue d'Hauteville 75010 Paris - France
Tél. 01 42 29 78 03 - Fax: 01 42 29 54 20 - Email: alaturque@gmail.com

La politique étrangère turque, de la fondation de la République à nos jours (Suite de la page 1)

La philosophie de la politique extérieure de la République de Turquie se résume dans l'expression concise d'Atatürk « Paix dans le pays, paix hors des frontières », règle qu'Atatürk a appliquée entre 1923 et 1938. Toutefois, ce principe général de la politique extérieure turque reste incomplet, parce qu'une autre phrase reflète mieux le personnage : « la souveraineté est mon caractère ». Ces deux courtes phrases éclairent mieux la vision de la politique extérieure de la Turquie et les principes de la politique étrangère turque. Deux stratégies principales se sont aussi formées lors du gouvernement d'Atatürk. La première est le statu quo et la seconde est la participation au bloc de l'Ouest.

Après le Traité de paix de Lausanne, il apparut des sujets qui ne trouvèrent pas de solution ni d'accord dans le cadre de ce traité. Parmi ceux-ci, l'échange de populations avec la Grèce, le problème de Hatay avec les Français, de Mossoul et Kirkouk avec les Anglais, ont occupé la politique étrangère turque. Un accord équilibré fut trouvé au sujet de l'échange de populations avec les Grecs. Les problèmes de Mossoul et Kirkouk ont été résolus en défaveur de la Turquie, et celui d'Hatay en sa faveur.

Avant la Seconde Guerre mondiale, la Turquie avait résolu ses problèmes avec les pays alliés et elle avait travaillé repliée sur elle-même pour la construction et le développement du pays et la Turquie avait décidé de ne pas entrer en guerre lors de la Seconde Guerre mondiale. Mais en tant que pays qui respectait le statu quo, la Turquie fut déséquilibrée par les politiques d'extension de Mussolini et de Hitler. La Turquie avait de bonnes relations avec le Royaume-Uni, la France, l'Allemagne et la Russie pendant l'entre-

deux-guerres et elle fit savoir sa position en signant un accord tripartite avec Londres et Paris. Cependant, la Turquie entretenait des relations commerciales intenses avec l'Allemagne, vers laquelle elle exportait du chrome, produit stratégique à l'époque. Les investissements et les aides techniques de l'Allemagne étaient très importants pour le développement de la Turquie. La Turquie fut l'objet de pressions de la part des pays alliés qui la poussaient à entrer en guerre mais, étant donné qu'ils n'ont pas tenu leurs promesses d'aide économique et militaire, la Turquie resta en dehors de la guerre. Elle ne déclara la guerre à l'Allemagne qu'en 1946, lorsque la guerre était pratiquement terminée.

Après la guerre, la Russie revendiqua des changements en sa faveur concernant les Détroits en Turquie et des territoires à l'est du pays. Les pays alliés et les États-Unis gardèrent d'abord le silence face à ces revendications, mais ils soutinrent par la suite la Turquie pour contrer la politique d'extension de la Russie et les efforts d'élargissement des territoires communistes. Après la mort d'Atatürk en 1938, le chef d'État İsmet İnönü rapprocha le pays de l'Ouest entre 1938 et 1950. Le duo Celal Bayar et Adnan Menderes, qui arrivèrent au pouvoir en 1950, poursuivirent cette politique pro-occidentale en intégrant la Turquie à l'OECD, au Conseil de l'Europe et à l'OTAN. La demande d'adhésion à la Communauté européenne en 1959 fut le dernier maillon de la chaîne mais cela n'a toujours pas abouti depuis 50 ans, parce que l'adhésion de la Turquie à l'UE voit sans cesse des obstacles mis devant elle par des pays européens, la France en tête. Les relations avec les États-Unis s'approfondirent dans les années 50 et 60 et la situation de

voisinage avec les Soviétiques fit de la Turquie un partenaire important pour les stations militaires et d'écoute des États-Unis et de l'OTAN.

Entre 1960 et 1980, la Turquie a toujours agi comme un pays occidental et, même si les coups d'État ont été mal accueillis par les pays alliés, elle retrouva la démocratie sans détériorer ses relations en raison de la situation de guerre froide et de la position des États-Unis. L'intervention à Chypre en 1974 fut un tournant pour la Turquie car, après cette intervention qu'elle jugeait fondée, la Turquie remit en question l'Occident suite à l'embargo militaire et économique des pays de l'Ouest.

Après la mort de Staline en 1953, les responsables soviétiques ont abandonné leurs revendications sur la Turquie, et commencèrent alors des relations de voisinage proches mais mesurées. Süleyman Demirel, arrivé au pouvoir en 1965, a assuré des investissements en industrie lourde en Russie, parce que les pays occidentaux ne voulaient pas s'en charger. Ainsi, la Turquie permit à la Russie de s'équiper en équipements sidérurgiques et en raffineries. Ces relations ont ouvert les yeux aux Turcs, et leur ont permis de regarder vers l'Ouest avec objectivité. Mais le soutien de la Russie à la jeunesse communiste de Turquie, son aide à la révolution dans le pays et l'invasion russe en Afghanistan en 1979 ont remis des distances entre les deux pays. Le chaos interne dans les années 70 et la distance envers l'Occident des gouvernements Ecevit-Erbakan ont écarté la Turquie de l'Ouest. L'islamiste Erbakan et le tiers-mondiste Ecevit ont donné plus de poids aux pays de l'Est et les relations Turquie-UE ont été mises de côté. Le coup



Mustafa Kemal Atatürk

d'État militaire du 12 septembre 1980 n'a pas été très bien accueilli par les pays alliés, mais l'intervention des États-Unis a permis de ne pas couper les liens.

Arrivé au pouvoir en 1983, Turgut Özal a suivi une politique plus proche des Américains. Les alliés européens ont indisposé les dirigeants turcs en critiquant le régime d'Ankara et en demandant une démocratie plus libérale et une Turquie plus respectueuse des droits de l'homme, alors que les Américains ne se comportaient pas de manière aussi pointilleuse. Turgut Özal surprit beaucoup de monde en demandant une adhésion entière à l'UE, parce qu'il était connu comme un opposant à l'UE. Les amis de l'Ouest ont oublié la Turquie avec l'effondrement du bloc de l'Est en 1989. Les crises au Proche-Orient et dans les Balkans ont fait rappeler la Turquie à ses alliés occidentaux, dont principalement les États-Unis. Ils intégrèrent la Turquie dans l'Union douanière en 1996 et lui offrirent, en 1999, le statut de candidat à l'UE à Helsinki. Après l'Afghanistan en 2001, la guerre en Irak en 2003, les crises du Caucase et du Kosovo, ils accordèrent le début des négociations pour l'adhésion en 2004. La Turquie donna de l'importance à la lutte contre le terrorisme et aux relations avec l'UE dans les années 1990 et 2000, mais vécut une désillusion ce qui a mis fin aux attentes d'amitié et d'aide des Turcs de la part des États-Unis et de l'Europe de l'Ouest.

* Prof. Dr. Haydar Çakmak
Université de Gazi

Directeur du Département des Relations Internationales

Les Assises des Républiques turques et les communautés Turcophone



Abdülhaluk Çay

Pouvez-vous nous expliquer ce que sont ces Assises ?

Les Assises du monde turc sont nées lors de la période de présidence de Süleyman Demirel en 1993, et elles se sont poursuivies avec les gouvernements suivants jusqu'en 2001. Il n'y a pas eu d'Assises entre 2001 et 2006 puis elles se sont déroulées à nouveau à Ankara en 2006. Les onzièmes Assises ont eu lieu pour la première fois à l'étranger, à Bakou.

Après la défaite de l'Allemagne en 1945, l'Eurasie a été considérée par le monde occidental, surtout par les États-Unis, comme le ventre mou de l'Union soviétique, dans le cadre de la bipolarisation du monde. On pensait qu'il était facile de détruire le système soviétique en morcelant ce territoire. Même le président français de Gaulle avait dit, en 1968 je crois, que « le cœur de l'Eurasie bat à Ankara », mettant en avant de façon claire la position des Occidentaux.

Ainsi, les Assises ont pour objectif de fusionner à nouveau avec des congénères dont nous avons été séparés depuis 50 à 100 ans,

Abdülhaluk Çay est l'ancien ministre d'État chargé des Républiques turques d'Asie centrale. Nous nous sommes entretenus avec lui pour discuter des Assises du monde turc, qui ont pour objectif de renforcer l'amitié, la fraternité et la collaboration entre les peuples d'origine turque étendus sur un grand territoire, ainsi que sur les derniers événements dans le Caucase.

surtout après la domination soviétique dans la région eurasiennne. Notre but dans ces Assises est de renforcer l'amitié, la fraternité et la collaboration des associations et des communautés turques, de mettre à l'ordre du jour les idées dans le cadre d'un forum libre et de suivre la mise en pratique de ces ordres du jour par les gouvernements existants. Nous nous efforçons de réaliser des collaborations sur des bases culturelles, historiques, littéraires. Notre objectif n'est pas de fonder un État uni, avec un peuple et un drapeau, mais de prendre place dans le monde moderne en réunissant des peuples à la culture et l'histoire communes, comme l'UE.

Il y a toujours une force d'avant-garde dans ce genre de formation. On parlait de l'islam pour cette union et cette force mobilisatrice...

Il y a environ 200 à 250 millions de personnes d'origine turque sur un territoire de 10 millions de km², on parle de communautés qui parlent le turc. Une grande majorité de ces communautés sont musulmanes mais les Çuvaş, les Gagauzes, et les peuples de l'Altaï et de Yakoutie sont chrétiens – une grande partie des chrétiens sont orthodoxes

– et c'est pourquoi la religion n'est pas un facteur mobilisateur pour cette union. Et puis il n'y a pas de sectarisme chez les Turcs ; selon nos convictions, cette union doit être un cadre laïc qui respecte toutes les croyances et qui vise à atteindre une vie moderne.

Si l'on revient sur les événements entre la Russie et la Géorgie ces derniers temps...

Pensez-vous qu'il est possible que nos liens avec les Républiques turques soient coupés ? Si vous observez l'Eurasie comme le tronc d'un corps et l'Anatolie comme la tête de celui-ci, le Caucase constitue le cou de cette région. On ne fait pas assez attention au Caucase en essayant de réduire le problème à une querelle entre ethnies. Une ligne très étrange existe au Caucase, qui s'étend de la région abkhaze au Daghestan et qui comprend cinq ou six républiques, pour la plupart circassiennes. La Russie tente de garder la main sur cette ligne parce que si elle perd cette lutte dans le Caucase, elle pourrait perdre des territoires de la Volga à la Sibérie et c'est la raison pour laquelle elle a attaqué avec toutes ses forces les Tchétchènes.

Comment voyez-vous l'ouverture de la Turquie vers l'Arménie ?

Je ne pense pas que la Turquie puisse tirer un quelconque bénéfice de cette ouverture. Les Arméniens ont nourri pendant des années une attitude hostile à la Turquie, surtout avec l'aide de la diaspora, et avec des préjugés. Cette attitude est utilisée comme un atout contre la Turquie aux États-Unis et en Europe. Si les Arméniens veulent fonder la paix dans la région, ils doivent accepter que des chercheurs qui ne prennent pas parti se penchent sur des sujets polémiques. La partie turque a ouvert ses archives dans ce sens-là.

Pouvez-vous nous donner des exemples concrets obtenus par les Assises ?

Par exemple, nous avons défendu le passage à l'alphabet latin dans les républiques. L'Azerbaïdjan puis le Turkménistan sont passés à l'alphabet latin et des mobilisations fortes existent en Ouzbékistan et au Kazakhstan à ce sujet. Aussi, nous avons mis en place des collaborations très bénéfiques en matière d'économie, de constitution et d'enseignement supérieur. La signature de la fondation de l'Université de Manas a été réalisée lors des Assises d'Izmir.

* Propos recueillis par Berk Mansur Delipnar

À l'instar des centres-villes, la Turquie est un « centre-monde » (Suite de la page 1)

J'ai la conviction qu'en Europe, malgré la France, il existe une volonté de faire entrer la Turquie dans l'orbite de l'UE et d'agir ensemble et nous nous y consacrons à 100 %. C'est notre objectif principal et nous souhaitons l'atteindre le plus vite possible. Je suis convaincu qu'il s'agit d'un processus très bénéfique pour le monde des affaires. Nous voulons que vous soyez une partie de cette histoire.

La France en Turquie

Les protagonistes de ce séminaire ont été heureux de rappeler que la France est le cinquième partenaire commercial de la Turquie et son troisième investisseur étranger. Les IDE en provenance de France ont atteint 13 milliards d'euros en 2007, sur les 45 milliards qu'elle a générés au total sur cette même année. Autant dire que la présence française en Turquie ne passe pas inaperçue. Dans le domaine de la vie quotidienne, Carrefour, L'Oréal, Saint-Gobain et Renault sont les piliers de cette présence. Le projet de Marmaray – tunnel sous le Bosphore – a mobilisé les filiales françaises du secteur telles que Vinci, Bouygues, Alstom ou encore Thalès. Et alors que Suez et Areva s'intéressent de plus en plus au potentiel énergétique de la Turquie, Turkish Airlines est en pourparlers avec Airbus pour que cette dernière complète la flotte de la première compagnie aérienne du pays. En tout et pour tout, 300 entreprises françaises sont implantées en Turquie et la croissance de leurs investissements s'est établie à plus de 70 %, selon la secrétaire d'État Anne-Marie Idrac. En 2007, le volume des échanges commerciaux entre la France et la Turquie représentait 10 milliards d'euros. Ce chiffre semble assez important mais il est loin de représenter le vrai potentiel du commerce bilatéral entre la Turquie et la France, a jugé l'ambassadeur turc, M. Korutürk. Son homologue français a, quant à lui, préféré envisager l'aspect positif de ce commerce bilatéral en affirmant que depuis l'adhésion de la Turquie à l'Union douanière en 1995, les échanges commerciaux entre la France et la Turquie ont été multipliés par 5. Les entreprises françaises fonctionnent bien en Turquie car elles y trouvent un bon partenaire, elles y sont compétitives et elles sont agressives sur le marché. Ce sont ces qualités qu'il faut toujours développer, nous dit-il.

La Turquie comme carrefour mondial

Au sein d'une ville, le centre est toujours le lieu le plus attractif et le plus dynamique, cela est physique. Et l'on peut affirmer que la Turquie – à l'instar des centres-villes – est un « centre-monde ». M. Korutürk, s'est évertué à exprimer cette vision. C'est un carrefour géographique par lequel on va de l'Orient vers l'Occident, un trait d'union entre les civilisations en quelque sorte. La Turquie se situe en effet au carrefour de l'Asie centrale et de la mer Noire, aux portes du Caucase, du Proche et du Moyen-Orient, et constitue une passerelle entre ces régions et l'Europe. Et c'est par son biais que la paix mondiale pourra un jour s'instaurer. Inscrite dans les valeurs occidentales, laïques et démocratiques, la Turquie est un gage de stabilité au cœur d'une région brisée par un climat d'instabilité.



té. Les nombreux engagements du pays dans les conflits du Proche-Orient, et plus récemment dans celui qui a embrasé le Caucase cet été, témoignent de cet investissement politique et diplomatique fort de la République de Turquie. Les relations multidimensionnelles qu'elle entretient avec ses voisins constituent un atout majeur pour la Turquie, a tenu à préciser M. Korutürk. Son homologue français, M. Bernard Emié, envisage cet atout sous l'angle de l'UE qui est, selon lui, un sujet prioritaire. Les réformes mises en place par les pouvoirs publics turcs et la position stratégique majeure de la Turquie sont un bon point dans son intégration potentielle au sein de l'UE a souligné M. Emié. Ce positivisme ne l'a toutefois pas empêché d'émettre quelque peu de scepticisme sur la manière dont les négociations sont menées : Le problème c'est que l'on rend plus difficile, au peuple turc, l'acceptation des exigences de réformes voulues par l'UE et, alors qu'en 2004, 68% des Turcs étaient pour l'intégration, seuls 42% d'entre eux le sont aujourd'hui, a expliqué l'ambassadeur français.

M. Korkmaz a étudié la position géostratégique de la Turquie sous l'angle du commerce extérieur. 85% de nos exportations sont acheminées vers des destinations à moins de trois heures et demie de vol d'Istanbul, assure le président de l'agence nationale turque « Invest in Turkey ». Cela couvre l'Asie centrale, le Moyen-Orient, les pays du Golfe, l'Afrique du Nord et quasiment toute l'Europe. Les belles perspectives que voilà ! À cela s'ajoute le fait que 70 % des énergies fossiles se trouvent juste au nord – en Russie –, au sud – en Irak – et à l'est – en Iran et en Azerbaïdjan – de la Turquie. Et lorsque l'on sait que le plus grand consommateur mondial, l'Europe, se trouve juste à l'Ouest de la Turquie, la notion de « trait d'union » prend tout son sens. C'est, par exemple, via la Turquie que le gaz russe transite vers l'Europe. Cet exemple n'a pas été pris au hasard par M. Korkmaz : l'inauguration du premier gazoduc turco-grec a été l'occasion pour le Premier ministre grec de venir en Turquie et de voir les deux nations se rapprocher. Comme quoi entre économie et politique, il n'y a qu'un pas.

Les secteurs à privilégier

Les intervenants de ce séminaire se sont accordés sur le fait que l'investissement doit se développer davantage en Turquie. La Turquie représente de formidables ouvertures pour les entreprises et les PME, a insisté Mme Idrac. Économiquement parlant, c'est un fait. Avec un PIB s'élevant à 700 milliards

de dollars, des critères de Maastricht toujours respectés et une modernisation économique en grande avancée, la Turquie est plus qu'attractive. Venu avec des chiffres dont il est fier, M. Korkmaz a plaidé en faveur de la Turquie en vantant sa quinzième place au rang des plus grandes puissances mondiales, sa huitième position dans le palmarès des pays les plus visités au monde et ses 7 % de croissance annuelle jusqu'à cette année, où ce taux va baisser à 4,5 % en raison de la crise économique mondiale. Mais pas de quoi affoler les investisseurs qui savent que la Turquie fait partie des plus importantes puissances mondiales du vingt-et-unième siècle. La productivité est forte car les gens sont motivés à travailler et à être formés, a expliqué M. Korkmaz. La formation est d'ailleurs la première dépense de l'État turc. Et pour cause : la population turque est dynamique et, de surcroît, très jeune avec 28 ans de moyenne d'âge. La majorité des Turcs sont donc diplômés et prêts à travailler. Une mine d'or de ressources humaines pour les sociétés qui voudraient s'implanter en Turquie.

Investir, certes, mais dans quels secteurs ? Mme Idrac, MM. Korkmaz et Emié ont parfaitement su éclaircir ce point. Le domaine des transports d'abord, semble être l'une des cibles à privilégier pour les investisseurs. La Turquie a la chance d'être parmi les plus importantes flottes commerciales du monde. Le transport maritime a donc un grand avenir devant lui. De même, les besoins en infrastructures routières et ferroviaires se font pressants. Enfin, le transport aérien se développe grâce à la puissance de Turkish Airlines, qui fait désormais plus de bénéfices que British Airlines et qui jouit d'une croissance supérieure aux autres compagnies européennes. Le deuxième secteur en pleine expansion en Turquie est l'automobile. Seizième constructeur du monde, le pays voit naître sur son territoire les véhicules de plus de dix-sept grandes marques, ce qui fait de la Turquie l'un des premiers exportateurs de voitures au monde. Enfin, l'électroménager, les services bancaires et financiers, l'environnement, le nucléaire, les nouvelles technologies, les énergies renouvelables sont des

domaines d'investissements sûrs et efficaces en Turquie.

Tous s'accordent à le dire, la Turquie est un pays traditionnellement ouvert aux investisseurs étrangers. Elle facilite leurs actions sur son territoire en améliorant son cadre d'investissement au fil des années, notamment du point de vue de la législation financière. C'est la raison pour laquelle 45 milliards d'euros d'IDE ont été générés en Turquie l'année dernière – dont 80 % provenant de l'UE. Même l'Inde n'a pas su faire mieux, affirme le président de l'agence « Invest in Turkey ».

Enfin, l'ambassadeur français a appelé les investisseurs français à agir tout particulièrement. Même si le climat bilatéral entre la France et la Turquie s'est amélioré depuis un an, une coordination plus efficace entre les autorités turques et françaises est nécessaire afin de faciliter les relations politiques et économiques entre les deux pays, a-t-il recommandé. Et tout en se félicitant de l'importante présence française sur le marché turc, il a appelé à plus d'efforts, et pas que du côté des investisseurs français : Je le dis aux Turcs, nous sommes peut-être plus chers

que certains autres pays, mais nous sommes aussi plus fiables, a revendiqué M. Emié. Il a d'ailleurs donné des pistes pour qu'une meilleure collaboration commerciale puisse exister entre la Turquie et la France.

Il est d'abord nécessaire, selon lui, d'aller au-delà du triangle Istanbul-Izmir-Ankara et de conquérir l'est du pays. Et la France doit investir davantage sur le marché turc, en évitant de se faire devancer par ses voisins européens comme l'Allemagne et l'Italie. La France doit agir avec la Turquie et l'amener vers son rêve, l'UE. La réussite de la présidence française de l'Union dépend particulièrement de la réussite du rapprochement entre la Turquie et l'UE, selon M. Emié. Cela passe par davantage de compréhension mutuelle : Il faut lever le mur de l'incompréhension, de la méconnaissance et des clichés. Les pouvoirs publics français doivent multiplier leurs venues en Turquie. Il faut casser l'équation qui implique que la France est l'ennemi de la Turquie européenne, a-t-il exprimé. La saison de la Turquie en France, prévue pour 2009, sonne comme le moment propice à ce souhait.

Et enfin, M. Simsek a souligné : les six ou sept dernières années nous ont montré que la Turquie peut maintenir une stabilité économique durable et ce processus de réformes politiques et économiques n'est plus réversible. La Turquie est sur un chemin plus prospère, plus laïc en tant qu'État, plus moderne et démocratique en tant que société.

** Mireille Sadège et Marine Deneufbourg*

La réussite de la présidence française de l'Union dépend particulièrement de la réussite du rapprochement entre la Turquie et l'UE.





Selon vous, quelle est la situation du tourisme à Istanbul?

Nous prévoyons deux bonnes années pour le tourisme à Istanbul, en raison des différentes organisations qui auront lieu. En effet, il y aura en 2009 le Forum de l'eau, le congrès du FMI, la finale de la coupe de l'UEFA en football, la formule 1 et, en 2010, Istanbul est la capitale culturelle de l'Europe. Notre grand problème est notre incapacité à attirer les intellectuels itinérants, nous ne parvenons pas à communiquer avec eux. Mais depuis 3 ou 4 ans, avec l'officialisation de la candidature turque à l'UE et la démocratisation du pays, le profil des touristes à Istanbul change. Istanbul peut attirer 15 à 20 millions de touristes alors qu'aujourd'hui, elle n'en attire que 8 millions. Si nous élargissons la saison touristique sur toute l'année, alors nous aurons la capacité d'en accueillir plus. Mais pour cela, il faut des mobilisations, de nouvelles activités.

Quand on pense à la Turquie, on pense à Istanbul. Pour quelles raisons ?

De nombreuses régions ont fait des erreurs sérieuses et c'est pourquoi elles avancent plus lentement. Des erreurs de communication, de stratégie, de politiques publiques ont été commises et il y a très peu de régions en Turquie où l'on prend plaisir à séjourner. Prenons la ville d'Antalya par exemple : les hôtels sont superbes – nous sommes d'accord – mais lorsque l'on sort de l'hôtel, il n'y a plus rien. Il manque un style de vie, un lifestyle comme on dit, que l'on retrouve à Istanbul, et d'autres endroits heureusement, mais je ne suis pas très optimiste sur l'avenir du Sud du

Eminönü, la presqu'île où se situe le centre historique d'Istanbul

Éternelle ville et bientôt capitale culturelle de l'Europe, elle ne cesse d'attirer les visiteurs du monde entier grâce notamment à son centre historique : le quartier d'Eminönü. Nous avons rencontré Faruk Boyacı, propriétaire de nombreux hôtels dans ce quartier, qui nous parle de son évolution et de ses difficultés.

pays. Il faut que le touriste trouve une culture, une vie, du plaisir, là où il va.

Chaque fois qu'un attentat avait lieu en Turquie, le pays perdait de nombreux touristes. Avez-vous une inquiétude sur ce sujet ?

Non, aujourd'hui ce n'est plus le cas parce que l'économie mondiale considère enfin Istanbul comme une ville internationale. Grâce au processus d'adhésion à l'UE et au nom de marque que s'est forgé la ville, un changement est intervenu et les gens ont moins peur. Les attentats peuvent avoir une influence à court terme, mais pas à moyen ou long terme.

Le quartier d'Eminönü commence à se vider de ses habitants. Qu'en dites-vous ?

Nous ne voulons pas que tout le quartier devienne un centre touristique, il faut qu'il y ait une vie dans le quartier, qu'il préserve son esprit. C'est ce qui fait d'ailleurs le charme de la presqu'île. Nous voulons préserver quatre choses essentielles de ce secteur : la culture, le commerce, le quartier d'habitation et l'Université d'Istanbul. Nous ne voulons pas qu'il y ait des hôtels partout. Il faut que Doğubank continue à vivre, ainsi que certaines habitations.

D'ailleurs, dans ce quartier, les vendeurs de sandwichs au poisson ont augmenté, et l'on trouve de plus en plus de bars avec des coussins et des narguilés.

Oui, les sandwichs au poisson, c'est quelque chose qui vient de la culture de la ville. Je pense qu'il faut que cela perdure dans quelques parties de la ville, les touristes et même les Stambouliotes aiment ces sandwichs vendus par des marchands ambulants. Il y a aussi

cette image que les étrangers ont d'Istanbul, une ville un peu confuse, sans trop de règles, avec du monde un peu partout. C'est pourquoi on conserve les vendeurs ambulants, mais il faut garder un contrôle, le problème est la gestion de la municipalité. Pour ce qui est des cafés orientaux, cela plaît au touriste, c'est à la mode. Si nous adoptons une nouvelle perspective, cela changera, mais pour l'instant nous n'avons pas adopté de nouvelles perspectives, nous avons laissé faire. Nous avons une association, l'Association d'embellissement de Sirkeci, nous essayons de lutter contre les mauvaises politiques, et conseillons des gens de qualité pour qu'ils investissent ici et montent des affaires propres. Nous ne pouvons pas faire de changements soudains, il faut prendre son temps.

Ne faudrait-il pas reprendre en main le quartier et restaurer les habitations vétustes ?

La difficulté qui se pose est la réquisition des immeubles, ce qui est quasiment impossible parce que l'on ne trouve pas d'interlocuteur. Certains habitent à l'étranger, d'autres on ne sait même pas s'ils sont encore en vie.

Le projet Marmaray va changer le visage d'Eminönü et il n'y aura plus de gare à l'intérieur de la ville. Qu'en pensez-vous ?

Je soutiens ce projet, parce qu'il va relier la presqu'île historique à tous les endroits de la ville. De plus, cela va se passer sous terre, ce qui va laisser libre la ville en surface. La gare de Sirkeci deviendra un musée et on va pouvoir relier aussi Sirkeci à la mer, le trafic routier étant moins dense. Il n'y aura peut-être plus de gare au centre de la ville, mais il

faut imaginer un nouveau Sirkeci, lumineux, proche de l'eau, où l'on pourra marcher sans difficulté et qui accueillera des spectacles et des concerts. Sirkeci ne sera plus un lieu de transit. Nous voulons que les gens qui viennent à Sirkeci viennent pour quelque chose, nous voulons relever le niveau de qualité des hôtels et des restaurants et attirer de nouveaux profils de touristes.

Comment abordez-vous Istanbul 2010, capitale culturelle de l'Europe ?

Il n'y a rien de miraculeux à ce qu'Istanbul soit capitale culturelle de l'Europe, c'est déjà une capitale culturelle mondiale. Le problème, c'est que l'on attend toujours que les autres fassent quelque chose pour nous. Mais si cela permet de réhabiliter des monuments historiques, de réorganiser l'urbanisme, d'amener la culture vers les gens, nous aurons gagné quelque chose avec cet événement.

Parlez-nous de vos hôtels...

Nous avons 4 hôtels dans le secteur, et nous espérons atteindre mille lits en 2012, grâce à nos investissements. Nous avons en ce moment 700 lits, ainsi que quelques restaurants et pubs. Notre hôtel s'adresse à un profil particulier de touristes, ce sont plus des nomades, des itinérants qui viennent, de tous les pays. Nous avons réalisé par exemple un hôtel avec une esthétique qui rappelle les maisons ottomanes, avec des encorbellements et cela plaît aux étrangers. Nous proposons aussi un hammam, un sauna, une salle de fitness et deux restaurants.

** Propos recueillis par Berk Mansur Delipinar et İnci Kara*

Une classe française de BTS tourisme choisit Bodrum pour son voyage d'études

Comme chaque année, les élèves de la filière de BTS tourisme, spécialité Vente et Production touristique, du Lycée technique privée du Sacré-Cœur de Nantes partent en voyage pour se faire une expérience dans l'organisation touristique. Cette année, ils ont choisi la Turquie parce qu'elle est d'abord attractive financièrement, mais aussi pour d'autres raisons : elle permet une découverte culturelle en lien avec leurs cours de culture générale et elle est une destination où l'on peut rencontrer des professionnels du tourisme. Bien qu'un peu plus chère que les pays d'Afrique du Nord, la Turquie a remplacé cette fois-ci le traditionnel voyage en Tunisie ou au Maroc. Le Sacré-Cœur est un lycée professionnel privé, d'obédience catholique mais qui accueille des élèves d'autres religions ou athées, inscrits parce que le privé rassure parfois davantage les familles que le secteur public. Des élèves, de 13 à 25 ans, suivent différents cursus jusqu'à Bac + 2, dont des formations en tourisme. Le lycée forme ainsi les élèves aux différents métiers du tourisme, comme l'accueil, l'animation, mais aussi producteur de voyage et conseiller.

Dominique Chailloux, professeur d'espagnol

proche de la retraite, et Véronique Coutant, enseignante professionnelle, ont accompagné et encadré les élèves dans l'organisation de ce voyage. Ils ont choisi le village de vacances de Müskebi à Bodrum pour l'hébergement. Ces deux habitués du voyage ont particulièrement apprécié cette destination. « La Turquie est le pays le plus accueillant de tous ceux que j'ai visités. Au moindre problème, tout est réglé avec le sourire et on n'a pas l'impression que l'on essaie ici de plumer le touriste. La culture est extraordinaire, de nombreuses civilisations ont vécu ici, et j'espère seulement que la Turquie ne fera pas l'erreur de l'Espagne en bétonnant toutes ses côtes, » nous confie Dominique Chailloux lorsqu'on lui demanda ses impressions.

Au programme, visite de Bodrum, de l'Eldorado Jasmine, organisation d'une croisière, rencontre avec des professionnels du métier comme M. Özatacan, directeur de Müskebi, de responsables d'hôtels 5 étoiles et de tour-opérateurs, mais aussi découverte traditionnelle en se rendant dans un hammam situé

dans un village de la région, visites d'une mosquée et du marché. « Nos élèves sont enchantés, ils sont très contents de ce voyage. Certains ont été surpris, pensant qu'ils allaient être plus dépaysés qu'ils ne l'ont été. Dans les esprits de beaucoup en France, la Turquie fait partie du monde arabe, alors que nous sommes ici dans un pays laïc et moderne », nous dit Véronique Coutant.

Le point négatif relevé par les deux encadrants est le manque d'organisation pour accueillir une clientèle francophone. Parce que les Français sont moins nombreux que les Anglais, les Russes et les Allemands à se rendre en Turquie, pancartes et indications ne sont pas souvent écrites en français, ce qui est regrettable car la grande majorité des personnes du troisième âge originaires de France ne pratiquent pas de langue étrangère.

Les crises économiques actuelles influencent logiquement le tourisme. L'enseignante en tourisme au lycée du Sacré-Cœur nous a parlé de l'évolution du secteur : « L'orientation se



Véronique Coutant Dominique Chailloux

fait de plus en plus vers le tourisme à la carte, ce qui est une bonne chose car les gens auront besoin de conseillers pour ce type de voyage. Un autre problème est la concurrence d'Internet pour les tour-opérateurs. C'est pourquoi notre formation est importante parce que l'accueil personnalisé et les conseils peuvent faire toute la différence. Nous donnons aussi un cours de multimédia pour familiariser les élèves avec les nouvelles technologies, de plus en plus présentes dans le milieu du tourisme. » Ces voyages d'études ne sont pas fréquents en France. Si des professeurs se mobilisent et s'activent pour proposer cette expérience, cela devient possible, comme pour ce lycée de Nantes. Le coût total par élève est d'environ 700 euros, dont une partie est prise en charge par le lycée et les ventes de produits organisés par les élèves tout au long de l'année scolaire. À leur retour, deux élèves volontaires présenteront un rapport sur ce voyage mais, néanmoins, pour les autres, cela restera une expérience professionnelle, culturelle et personnelle importante.

** Propos recueillis par Daniel Latif*

Le monde change / Alice au pays des merveilles (Suite de la page 1)

J'ai entre les mains la cinquième édition, publiée en 2008 par les éditions culturelles de Türkiye İş Bankası, de ce chef-d'œuvre, où l'on raconte le voyage dans un monde de rêve à la poursuite d'un lapin, et qui a éveillé en moi l'envie d'écrire.

Tout est vert dans ce monde. Des roses partout, une sorte de Golestan (jardin fleuri de Sadi).

Le conte commence avec un pique-nique entre Alice, la petite fille blonde, et sa sœur, lorsqu'un lapin blanc passe près d'elles en lançant « Je suis en retard ». Elle lui court après et, lorsqu'elle voit le lapin entrer dans un trou, elle y tombe à son tour. Le petit trou s'agrandit et Alice entre dans un monde fantastique. Les héros du conte – ainsi que les nombreux animaux et cartes à jouer qui parlent – ahurissent Alice. Le conte se termine par le réveil d'Alice au pied d'un arbre, quittant ce monde de rêve envoûtant.

Karl Heinrich Marx est né à Trèves en 1818 ; il publia le premier tome de son œuvre célèbre « Le Capital » en 1867 et mourut à Londres en 1883.

« Alice au pays des merveilles » a été publié la première fois en 1865.

L'un s'adressait aux enfants, l'autre aux grands. Les deux auteurs sont toujours lus aujourd'hui, par les grands et les petits.

Qui le souhaite en tirera la leçon qu'il désire.

Le monde où l'on vit était verdoyant il y a encore quelques jours et, pour certains, il était tout rose. Certains disent : « Tout a changé soudainement en quelques semaines » ; nombreux sont nos savants qui disent « Non, c'est ainsi depuis un an, et il en déjà était ainsi il y a des années ».

Avant de vivre tous ensemble le changement survenu dans notre monde, passons en revue le monde qui change. Un monde tout rose, verdoyant, bleu ou incolore.

Le 27 septembre 2008 pour le quatre cent soixante-dixième anniversaire de la victoire navale de Prévèza, la Turquie a lancé son premier navire de guerre national. Heybeliada, doté de la caractéristique « d'invisibilité aux radars ennemis » grâce à sa peinture spéciale, se déplacera à 55 km/h. Ce navire de guerre, long de 99 mètres, a coûté 260 millions de dollars et transportera 93 marins. Le navire fonctionnera grâce à l'énergie produite par deux moteurs diesel et une turbine à gaz. Il a nécessité la participation de 38 entreprises locales, étant ainsi une production à 80 % nationale.

Les trois leaders de l'UE se sont montrés, au mois de septembre, opposés à l'idée que « le capitalisme et l'économie du marché sont le meilleur système », lancée par Adam Smith en 1776, avec « Wealth of Nations ». Le leader politique indiscutable de l'Europe, Nicolas Sarkozy, a qualifié le capitalisme actuel de « folie », parce qu'il répand l'inégalité, encourage la spéculation et achève la classe moyenne, tout en disant qu'il « fallait que les leaders mondiaux se réunissent à nouveau pour créer un nouveau système capitaliste, tout comme à Bretton Woods après la Seconde Guerre mondiale. »

« Le résultat de la course inconsciente vers le profit ne pouvait pas être différent, il faut un nouveau système économique. Ce système ne doit pas être unique, il doit avoir

plusieurs pôles. Les États-Unis perdront leur statut de super force économique » a dit de son côté le ministre des Finances allemand Peer Steinbrück.

À son tour, Gordon Brown, Premier Ministre britannique et grand allié des États-Unis, a déclaré : « La mondialisation est face à sa première véritable crise financière. Le FMI et la Banque mondiale doivent être restructurés et le système financier mondial doit changer. » Et étrangement, l'Église anglicane avoue que « Marx avait raison », estimant que le système capitaliste a été dommageable pour l'humanité.

Ben voyons... Alice continuait de tomber dans le trou du lapin...

Un trou long et étroit...

Tel un puits dont on ne voit pas le fond.

« Plus bas, plus bas, plus bas. Cette chute ne se terminera-t-elle jamais ? »

Belgo-néerlandaise, Fortis est la première banque européenne à ressentir le besoin d'une aide de l'État. Les sièges centraux de cette banque, qui dispose d'une direction commune soumise aux lois belge et néerlandaise, se trouvent à Bruxelles et Utrecht.

Cette opération, qui peut être considérée comme la première dans l'histoire de l'UE a été réalisée fin septembre. Les représentants des gouvernements de la Belgique, des Pays-Bas et du Luxembourg ont évité le « naufrage » de Fortis grâce au soutien du président de la BCE, Jean-Claude Trichet, et en travaillant en partenariat avec les banques centrales de leurs pays, en la nationalisant. Bien sûr, la responsable européenne de la concurrence, la commissaire Neelie Kroes, avait été régulièrement tenue au courant de tout ce qui se passait.

Selon les informations des agences du 6 octobre 2008, cette banque a été rachetée par BNP-Paribas. J'aimerais dire que je suis heureux du rachat de Fortis par BNP-Paribas, mais bizarrement, cette banque, représentée par TEB en Turquie, ignore notre journal qui poursuit sa vie éditoriale avec succès depuis quatre ans.

Une autre opération importante s'est déroulée dans l'ombre : l'entreprise d'électricité française EDF est parvenue à un accord d'achat de 35,2 % des actions de l'opérateur nucléaire anglais British Energy, appartenant à la Couronne britannique, pour un montant de 5,5 milliards d'euros, dans un premier temps. Dans le cadre de cet accord, EDF deviendra entièrement propriétaire de British Energy et souhaite construire quatre nouvelles centrales nucléaires à la place des anciennes centrales, prévoyant ainsi un investissement de 20 milliards d'euros.

En plus de ces projets d'investissements outre-Manche, EDF s'intéresse aussi à des investissements outre-Atlantique et on attend avec curiosité la fin de la bataille entreprise contre le milliardaire Buffett pour les 9 % du groupe Constellation.

La première centrale nucléaire civile de Turquie, à l'ordre du jour depuis les années 70, a été adjugée le 24 septembre 2008. Lorsque les soumissions s'ouvrirent, hor-

mis le partenariat Russie-Turquie appelé Groupe d'entreprises Atomstroyexport-Inter Rao-Park, les participants ont annoncé leur refus de prendre part à cet appel d'offres avec une lettre de remerciement.

Le soir du mardi 23 septembre, Nicolas Sarkozy recevait le prix humanitaire de la Fondation Élie Wiesel (Prix Nobel de la paix en 1986) devant 800 invités de marque. Il était accompagné de Martin Bouygues (Bouygues), Philippe Camus (Alcatel-Lucent), Louis Gallois (SNCF), Anne Lavergeon (Areva), Henri de Castries (AXA), Jack Lang et Philippe Douste-Blazy.

Dans son discours, Élie Wiesel a fait l'éloge de Nicolas Sarkozy, pour le rôle important qu'il a eu dans la libération des infirmières bulgares longtemps emprisonnées en Lybie et du soldat Gilad Shalit qui a fêté ses 22 ans dans la prison du Hamas, mais aussi parce qu'il a empêché le sang de couler davantage en Géorgie.

Quant à Sarkozy, il a commencé son discours en disant : « J'aime l'Amérique, mais cela ne m'a pas empêché d'être élu », avant de poursuivre « ...nous avons beaucoup

rêvé (rêve américain), c'est pourquoi nous avons été tristes lorsque nous n'avons pas trouvé ce que nous espérions. »

Le ministre des Finances français, Christine Lagarde prétend que la croissance réelle sera de 1 % en 2008. Le budget

prévoyait une croissance de 2,25 %. L'inflation est évaluée à + 3%.

Dans une interview publiée par le « Journal du Dimanche » daté du 17 août 2008, Bernard Kouchner, ministre français des Affaires étrangères, a déclaré que « la Russie est devenue une force puissante », constatant le passage définitif d'un monde unique à un monde polarisé. En fait, ce constat n'est rien d'autre que l'observation d'un renversement du capitalisme américain fin août. À partir des années 90, la Bourse américaine, tel un ballon trop gonflé diffusant une vague de peur dans les pays étrangers par la finance et le marché virtuels, avait répandu l'idée que l'impérialisme américain était devenu le seul dirigeant indiscutable du monde. La peur, la fascination, la volonté d'être auprès du puissant, le désir de contrôler directement les moyens de communication (presse écrite, radio, TV et Internet) avait quelque peu transformé ce rêve des États-Unis en réalité.

Mais ceux qui ont regardé attentivement sur leur écran de télévision l'impuissance du chef de l'État américain devant la Chambre des représentants à la fin du mois de septembre, ont compris que Zbigniew Brezinski s'était trompé dans ses plans à moyen terme (20-25 ans).

Où sont donc le Caucase vidé des Russes et l'ouverture des ressources énergétiques de l'Asie centrale vers l'Occident ?

Ce que l'on voit, c'est un Occident dépendant des ressources contrôlées ou possédées par la Russie ainsi que le contrôle direct de la Russie.

De toute façon, les rapports secrets des stratèges européens ont dû signifier qu'il n'y avait pas d'autre voie. L'Occident devra accepter soit le contrôle, voire l'admini-

stration, d'un organisateur outre-Atlantique, dont nul ne sait quand il va exploser et qui dit « je suis loin et quoi qu'il en soit, cela ne me touchera pas » ; ou choisir des négociations directes avec un pays proche, qui ressent autant que lui les problèmes régionaux.

Les spécialistes et stratèges du vieux continent ne semblent pas avoir perdu la raison comme on voudrait nous le faire croire. Hormis la Grande-Bretagne, le choix des années 2000 de l'Occident et le gazoduc creusé au fond de la mer Baltique entre la Russie et l'Allemagne forment un petit exemple. Chacun devait trouver une solution à son problème.

Enfin, l'Allemagne profitant des sombres mois d'août et de septembre 2008, fait savoir par son ministre des Finances que le « monde doit être multipolaire », et entend ainsi souligner qu'elle est aussi une force puissante.

Désormais, les États-Unis ne sont plus seuls dans le monde mais font face à l'immense Russie (renouvelée, et qui se renouvelle), à la France, qui ne se montre pas mais qui est bien là, et à l'Allemagne qui dit « je suis là ». Sans oublier la Chine et le Royaume-Uni, évidemment. Le Royaume-Uni est une force évidente qui suit à la trace les États-Unis, qui sait pourquoi elle les suit et sait aussi ménager ses forces. Quant à la Chine, elle attire l'attention par ses performances étonnantes aux jeux Olympiques, mais également sa politique menée en profondeur et silencieusement.

Ne pensez-vous pas qu'un économiste philosophe et un mathématicien nous avaient déjà raconté dans les années 1860 une partie de ce qui nous arrive actuellement ?

Le monde se recrée à la fin des années 2000 et il souhaite se former désormais autour de valeurs mesurables à leur dimension réelle.

* Dr. Hüseyin Latif
Directeur de la publication



**LE DEPARTEMENT
INFORMATIQUE
DE VOTRE ÉTABLISSEMENT**

Tél : 90 216 325 82 62
Email : marmara@marmara.net



www.marmara.net

Le festival du film d'Antalya

Le Festival du film Altın Portakal (Orange d'Or) d'Antalya fête ses 45 ans cette année. Ce festival est né dans le but de développer le cinéma turc et de le promouvoir au niveau international. Du 10 au 19 octobre, le festival a accueilli des noms importants du monde du cinéma, tout comme les années précédentes. Ce festival se déroule aux côtés de deux autres événements : le Festival international du film eurasiatique et le Marché du film eurasiatique.

Lors du festival, des productions françaises ont été à l'honneur, telles que « Masquerade », « Born in 68 », « Paris », et aussi « Je veux voir » réalisé par Joana Hadjithomas et Khalil Joreige, avec Catherine Deneuve à l'affiche. « L'atelier traditionnel » du Festival du film eurasiatique a été tenu cette année par le président de l'Union des écrivains français, Olivier Lorelle. Remportant le prix César et Lumières en 2007 pour son film « Indigènes », et candidat au Prix de l'Académie, Lorelle a rencontré les passionnés de cinéma et les étudiants, les scénaristes amateurs et professionnels.

De nombreux films ont été proposés cette année dans les différentes catégories. Seuls 16 films ont été retenus pour le Concours national du long métrage. Parmi ceux-ci, « Trois singes » de Nuri Bilge Ceylan, « La Boîte de Pandore » de Yeşim Ustaoglu, « Ombre » de Mehmet Güreli. Deux autres concours ont lieu dans le cadre d'Altın Portakal : le Concours national du documentaire, et le Concours national du court métrage, avec 20 films chacun.

Le Festival international du film eurasiatique a eu lieu pour la quatrième fois cette année. 12 films ont participé à ce concours, dont une production franco-allemande, « 35 rhums », réalisé par Claire Denis, et un film français, « Khamsa », de Karim Dridi. Trois films turcs ont été en lice, dont « Automne » d'Özcan Alper.

Atila Dorsay : critique de cinéma turc et parfait cinéophile

Ses premières critiques de film sont les cahiers qu'il a commencé à remplir pour des films qu'il voyait à l'âge de 10 ans dans les salles de la ville d'Izmir. Aujourd'hui, c'est le doyen des critiques de cinéma en Turquie. Un homme élégant, raffiné et parfaitement francophone qui nous parle du cinéma turc et de l'apport français au septième art.



Quel est le genre de cinéma que vous appréciez et qui vous a marqué ?

J'ai été formé et marqué par le cinéma américain, surtout les premiers films couleurs, ce qui était une nouveauté à l'époque. Les Trois Mousquetaires, les films de Maria Montez surtout, grande actrice de film d'aventures, de fantaisie orientale, m'ont influencé. J'ai toujours pensé que Hollywood ne proposait pas le meilleur, mais il a lancé plusieurs générations dans le cinéma.

C'est aussi un grand moyen de communication internationale ; le cinéma européen – et spécialement français – est plus intellectuel et raffiné. J'ai eu la chance de le découvrir en 1960, lors que j'ai vécu à Paris. Je travaillais dans un cabinet d'architecture et, en dehors, je fréquentais les cinémas d'art et d'essai des Ve et VIe arrondissements et aussi la cinémathèque. Les grandes portes du cinéma se sont ouvertes, des metteurs en scène dont je ne faisais qu'entendre parler jusque là, se sont présentés un à un. C'était le début des années 60, la nouvelle vague venait de commencer, ce fut une époque de grand apprentissage.

Quelle est la place du cinéma français dans le monde ?

Quand on dit cinéma français, il ne faut pas penser qu'à la production elle-même, il faut aussi penser à la cinéphilie française qui est très importante. Les critiques et le public français ont apprécié les vrais cinéastes américains avant le reste du monde et les Américains eux-mêmes. Quand les Américains mettaient l'accent sur des metteurs en scène tout à fait superficiels, ce sont les Français qui ont souligné l'importance des grands metteurs en scène américains. Grâce à la critique française, le monde entier a su la vraie valeur du cinéma américain. D'un autre côté, les Français ont toujours eu une grande estime, voire une passion, pour le cinéma depuis les années 20 et 30. On dit que les États-Unis sont le pays du cinéma parce qu'ils ont utilisé le cinéma comme un unificateur parce que c'est une grande mosaïque qui a constitué ce pays, faite de gens qui, souvent, ne savaient pas lire, et qui, grâce au cinéma, ont vu qu'ils pouvaient réunir toutes leurs différentes races et cultures autour d'un même spectacle. C'est aussi quelque chose qui peut rapporter énormément. Mais les Français se sont toujours quelque peu désintéressés de la valeur commerciale, ils ont préféré miser sur la valeur culturelle, nuance importante. Cela ne veut pas dire que les Américains n'ont pas fait de film culturel, mais s'ils l'ont fait, c'était inconsciemment.

Pouvez-vous nous parler du cinéma turc ?

Les Turcs, comme les Américains, n'ont jamais considéré la culture comme une partie importante de la vie sociale. C'était un amusement, on considérait le cinéma comme

un passe-temps et on y va toujours pour la même raison. Il n'était pas question de voir un film de tel ou tel metteur en scène – je parle en général bien sûr – on voulait plutôt voir un film avec telle ou telle star. La Turquie était aussi un pays en retard, le cinéma et la télévision sont apparus relativement récemment. Le cinéma était donc le premier grand spectacle à réunir des couches très différentes, à effacer cette notion de classes, parce qu'autour du film turc, toutes les classes se retrouvaient, ce fut le ciment de la société. Le vrai cinéma turc, avec une certaine valeur et des créateurs, a commencé à exister dans les années 50 et surtout 60. C'est là que sont nés le côté artistique et les premiers cinéastes conscients de ce qu'ils faisaient, comme Lütfi Akad, Metin Erksan, Atif Yılmaz..., ce sont vraiment nos premiers cinéastes. Il y a eu des bas, évidemment, et même des crises très profondes en 1974, lorsque la TRT a commencé à émettre. Je me souviens que personne ne sortait, tous restaient chez eux pour regarder des séries américaines et des cinémas ont fermé. Puis, début 80, les vidéos-cassettes ont apporté une crise dans le secteur. En 1989, de grandes sociétés américaines comme Warner Bros montent des bureaux en Turquie comme dans le reste du monde alors que jusque là, c'étaient des compagnies locales qui importaient les films pour diminuer les coûts. Lorsque les films américains ont commencé être diffusés chez nous, le public s'est empressé d'y aller et les films turcs ont perdu toute leur clientèle. Mais au milieu des années 90, quelques films comme Eşkiya, İstanbul Kanatlarının Altında, puis la série des Vizonte ont tout changé. Désormais, la Turquie est un des très rares pays du monde où le cinéma national a dépassé la recette totale de tous les autres films étrangers.

La Turquie est un des très rares pays du monde où le cinéma national a dépassé la recette totale de tous les autres films étrangers.

ments n'ont pas donné d'aide et ils ont même rendu difficile la vie des jeunes cinéastes qui voulaient dire quelque chose de nouveau. La chute du communisme a changé les mentalités, mais même avant cela, à cause du changement du monde entier, le cinéma a été considéré comme plus compréhensif et contemporain par les gouvernements. Au fur et à mesure, les mentalités ont changé avec la mort des idéologies. Depuis une quinzaine d'années, on a donc tendu la main au cinéma, qui n'a pas su construire une infrastructure importante et qui n'a jamais réussi à avoir la mentalité française qui encourage la production à des niveaux très différents. On ne s'attend pas à cela en Turquie, mais on a tout de même la possibilité de donner un scénario à un comité du ministère de la Culture et, s'il est accepté parmi une vingtaine de films par an, l'État offre des aides très importantes dont une grande partie n'a pas à être remboursée. Il y a aussi une autre possibilité, une aide européenne, à condition d'avoir un ou des copartenaires européens. On a aussi maintenant des subventions ou la possibilité de faire participer des chaînes de télévision, évidemment, aucune chaîne n'a jamais joué le rôle du Canal + français, qui a apporté une aide très exceptionnelle. Chez nous, cela commence.

Quel est le plus important festival de cinéma en Turquie ?

Celui d'Antalya a très mal commencé, c'était une organisation très touristique, avec un esprit commercial, dans les mains des producteurs de l'époque qui pensaient à promouvoir leurs films. Cela a changé dans les années 70 et, depuis, c'est un festival de plus en plus sérieux. Désormais ce ne sont plus les producteurs qui organisent mais des fondations, telles que Altın Portakal Vakfi mais aussi la

fondation de TÜRSAK.

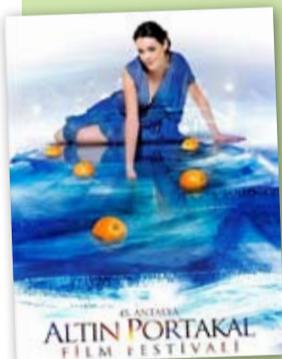
Cependant, le festival d'Istanbul reste le plus important, il est encore jeune, mais il a beaucoup apporté aux spectateurs et aux futurs cinéastes, en formant de nombreux réalisateurs et des géné-

rations de spectateurs. Le festival d'Ankara est bien mais il est encore très jeune. Celui d'Eskişehir est encore différent : comme il s'agit d'une ville charmante abritant une grande université, le festival est intéressant.

Quel est le taux de fréquentation du cinéma en Turquie ?

L'année dernière, 35 millions d'entrées ont été enregistrées. On a connu une baisse cette année mais les salles de cinéma espèrent se rattraper avec, à partir de mi-septembre, des grosses productions internationales et des productions turques très commerciales, comme le nouveau film de Cem Yılmaz, et on pense ainsi rattraper le chiffre de 35 millions d'entrées, voire le dépasser. Je pense que ce chiffre n'est pas suffisant car, en France, il doit être de 120 millions pour une population comparable. En Turquie, on connaît le problème des crises économiques et puis les jeunes préfèrent regarder des films sur leur petit écran en téléchargeant. Ce que d'ailleurs je ne comprends pas.

* Propos recueillis par Mireille Sadège et İnci Yara



« Trois singes » de Nuri Bilge Ceylan, « La Boîte de Pandore » de Yeşim Ustaoglu, « Ombre » de Mehmet Güreli. Deux autres concours ont lieu dans le cadre d'Altın Portakal : le Concours national du documentaire, et le Concours national du court métrage, avec 20 films chacun.

Droit aux Clubs pour tous !

TURQUIE
Club Marmara
Kimeros Hôtel
339€*
7 nuits en formule "tout compris", vols inclus !

Marmara
Droit au voyage

dans votre agence de voyages ou marmara.com
0892 161 161



- 15 novembre,
Vernissage:
inauguration de la
Galerie avec une
exposition de photos
intitulée: « Göksin
Sipahioğlu, mai 68,
l'histoire en photos » (18h)

Concert de musique
latino-turque : Grupo
Kumbya Turka (21h).
Pour plus d'informations :
[http://www.nds.k12.tr/
spip.php?article1549](http://www.nds.k12.tr/spip.php?article1549)



- 26 novembre,
Concert de musique classique : İstanbul
Sinfonietta Direction :
Gürel Aykal, Soliste: Suna Kan (violon).
Sur invitation uniquement (20h).



Une riche saison culturelle à l'Office culturel d'Autriche

Il contribuera à l'exposition d'artistes autrichiens dans différents lieux culturels et universitaires de Turquie, et aidera aussi à la participation de l'Autriche au Festival international du court métrage d'Istanbul. On le retrouvera également au sein de l'Office culturel et de la Galerie Saint-Georges. Dans cette dernière, située dans la rue Kart Çınar à Karaköy, l'artiste turc Veysel Gençten sera exposé pour présenter ses travaux sur Istanbul, où il interroge sur la manière de voir la ville



et propose une autre approche. « Une autre Istanbul » aura lieu entre le 28 novembre et le 27 décembre.

Le collège Saint-Georges accueillera le chanteur autrichien Karl Doblhammer pour un concert caritatif. Cet artiste éclectique mêlera rock, blues, musique ethnique et pop le 26 novembre à 11 heures. Le collège autrichien et la galerie se situent au même endroit. Plus d'informations sur le site www.austriakult.org.tr

Exposition de Mustafa Horasan (Suite de la page 1)

l'exposition intitulée « To have-Sahip Olmak » de l'artiste Mustafa Horasan, proposant ainsi ses travaux de peinture et ses photographies de ces deux dernières années ainsi que six vidéos.

« En disant 'To have-Sahip Olmak', je ne parle pas complètement d'une possession. Le nom de l'exposition et les œuvres qui s'y trouvent expriment en fait une 'conscience'... Nous feignons de voir des événements, des vies ou des choses que l'on voit tous les jours autour de nous, mais les vérités se trouvent là-bas... Des choses dont nous avons conscience que lorsque ce dont on n'a pas ou ne peut pas avoir conscience dans la vie de tous les jours a des effets nuisibles sur nous... »



L'artiste interroge ce qu'on voit, ou ce qu'on ne voit pas/ce qu'on ne peut pas voir sur ce qui est et sur ce qui appartient aux hommes, ainsi que la contradiction née de cela. La possibilité d'avoir conscience des peurs, des souffrances, du beau et du laid lorsque l'on se sépare du « moi ». Il tente de comprendre les mouvements et les comportements qui se réalisent dans la vie, et d'avoir conscience des événements autour de nous, aux côtés de nos volontés et sentiments.

Tous les jours, sauf le dimanche, entre 10 h et 19 h à la Mac Art Gallery, Mim Kemal Öke Cad. Lal Apt. No:23/3-4 Nişantaşı/İstanbul

La Galerie d'Art Seven encadre vos rêves

Depuis 1973, elle propose ses services à Moda. Nous avons rencontré Ismail Seven qui nous raconte ainsi ses débuts dans la profession : « Ce métier est ma profession principale ; je n'ai pas suivi de formation mais je suis dans le métier depuis l'âge de 5 ou 6 ans et j'ai travaillé avec des peintres célèbres à cette époque comme Ali Çelebi. De retour du service militaire, j'ai ouvert une boutique à Kadıköy. Au temps de mon père, ce travail n'était pas encore basé sur la production et nous avons dû fabriquer nos propres exemples. »

La particularité de la Galerie d'Art Seven est que comme les cadres produits par les nouvelles technologies ne sont pas très prisés, elle produit le plus souvent des cadres conceptuels produits par la technologie française d'il y a 150 ou 200 ans. Elle ne vend pas seulement ce qu'elle fabrique, mais aussi des cadres qu'elle importe d'Italie, de France, d'Espagne et d'Allemagne.



Même si la clientèle est plutôt d'ordre professionnel, ceux qui veulent encadrer des tableaux précieux apportent leur toile à la Galerie d'Art Seven parce qu'ils ont confiance en la qualité de ses prestations et on y trouve pratiquement 5000 sortes de cadres. La Galerie possède une boutique à Teşvikiye.

La Galerie travaille souvent sur des œuvres précieuses ; à titre d'exemple : le cadre du tableau « L'Éducateur de tortue » d'Osman Hamdi, les cadres de nombreuses peintures qui se trouvent dans les musées d'Istanbul et d'Ankara et les portraits de personnes célèbres en Turquie. De plus, des cours de peinture sont dispensés dans la galerie aux personnes de tout âge, au sein d'une section dénommée « les œuvres d'art et conseil d'éducation », animée par le peintre iranien Javad Soleimanpour.

* Tuna Miskioğlu

Les Ottomans à Paris Prélude à la révolution de 1908 (Suite de la page 1)

Depuis le 14 octobre 2008, le Musée de la Banque ottomane accueille une exposition sur la vie des Ottomans qui vivaient à Paris à l'occasion du centenaire de la Révolution de 1908. L'exposition, conçue par Ethem Eldem et François Georgeon, qui en sont les commissaires, retrace la vie des Ottomans de Paris, avec la volonté d'examiner les contextes culturel et idéologique qui ont préparé le terrain pour la Révolution.

Contrairement aux autres travaux centenaires qui soulignent les effets de la Révolution sur la vie politique ottomane, l'exposition se concentre sur Paris et vise à démontrer l'importance de l'esprit du XIX^e siècle dans cette ville qui est considérée comme le centre de la civilisation. Ethem Eldem attire l'attention sur l'effet du fort symbolisme et des principes de la civilisation de Paris sur les Ottomans progressistes ; mais aussi sur le visage noir de la ville, et les peurs basées sur la réputation



qu'avait Paris d'être un lieu sauvage et une ville de débauche.

L'exposition nous en dit plus sur l'exil, souvent voulu, de ces personnes et leur mode de vie dans cette ville, en utilisant aussi les rapports de la police française. Elle traite également de la manière dont a été rapportée la Révolution de 1908 dans la presse française. Cette exposition, qui durera jusqu'au 31 janvier, est accompagnée d'un documentaire de 45 minutes, intitulé « le Paris des jeunes Turcs », réalisé par François Georgeon.

Nous avons visité cette exposition magnifique et la seule chose que nous avons regrettée, c'est qu'à côté des affiches en turc et en anglais il n'y ait pas de version française.

Lieu : Osmanlı Bankası Müzesi, Bankalar Caddesi No:11 Karaköy
Tel : (0212) 334 22 70 www.obmuze.com

* İker Birkan

Les fouilles à l'église de Derecik réunissent les universités d'Uludağ et de Lausanne

Le professeur Michel Fuchs est anthropologue et spécialiste de peinture murale antique, de mosaïque et d'architecture d'intérieur. Connaissant très bien la Turquie, il y dirige ses premières fouilles à l'étranger. Il nous explique la particularité et l'importance de ses travaux.

Connaissiez-vous la Turquie avant de venir ici pour les fouilles ?

J'ai eu la chance de vivre deux mois à Sığacık près de Seferhisar, l'antique Téos où se trouve le grand temple de Dionysos. Pendant ce séjour où j'ai écrit ma thèse, je m'étais mis à l'écart dans cette ambiance antique. Je suis revenu ensuite faire un tour de la Turquie en trois semaines, pour expertiser des peintures murales avec Mme Alix Barbet, directrice de recherche au CNRS français, ce qui nous a permis de faire venir à Soissons, où se trouve un Centre d'étude des peintures murales romaines, des membres de l'école de restauration d'Ankara. J'ai visité Istanbul, Iznik, Troie bien sûr et Assos, bon nombre de sites autour d'Izmir, de Pergame et d'Ephèse, sans oublier la région d'Antalya et Ankara, et plus récemment Gaziantep et le fabuleux site de Zeugma.

Parlez-nous des fouilles que vous effectuez actuellement en Turquie...

En 2006, j'ai participé à un colloque organisé par l'Association internationale pour l'étude de la mosaïque antique (AIEMA) au Portugal, qui fut l'occasion de rencontrer le professeur Mustafa Şahin de l'Université de Bursa, président de la section turque de l'AIEMA. Avec mes collègues Sophie Delbarre, spécialiste de mosaïques, et Claude-Alain Paratte, archéologue, nous avons par la suite été invités à un colloque organisé par l'AIEMA Turkey qui s'est tenu à Bursa. À cette occasion, l'église de Derecik nous a été présentée : à 90 km au sud de Bursa, elle est située à 2 km de la ville de Büyükorhan. La mosaïque qui nous intéresse avait été

complètement nettoyée et montrait, sur une surface d'environ 25 m sur 12 m, des motifs géométriques rehaussés d'oiseaux, dont un paon, des inscriptions et surtout deux types de décorations; l'une est très sobre, au centre de l'espace, l'autre est polychrome et occupe les bords de la composition. Le professeur Şahin nous a alors proposé de nous charger de la fouille, de l'étude et de la conservation de ce site, en collaboration avec l'Université Uludağ et le Musée archéologique de Bursa.

Décorations et inscriptions nous ont démontré que l'édifice correspondait bien à une église, se rattachant à la période proto-byzantine, entre les IVe et VIe siècles après J.-C. L'une des caractéristiques est d'avoir une nef centrale terminée par une abside, soit une partie en arc de cercle typique de l'aménagement d'une église. La fouille de l'été 2008 a permis

d'ouvrir des parties intérieures au bâtiment, dans les lacunes de la mosaïque, donnant ainsi l'occasion de reconstituer l'histoire du monument à partir des strates du sol. Il faut dire que l'église est certes perdue dans la montagne, mais elle a toute son importance dans la région : l'empereur Hadrien y venait chasser au IIe siècle et il y a sans doute fait aménager un site à l'endroit de sources. Ce site est visible sur Google Earth, entre la campagne et la forêt. Le rang d'arbres autour de l'église correspond à d'anciens murs et nous avons retrouvé des vestiges de tuiles et de murs sur une zone beaucoup plus grande, ce qui nous fait penser à l'existence d'un village. Bien sûr, il faudra le confirmer car il peut aussi s'agir d'un couvent ou d'un monastère qui se serait établi près des sources à l'écart de la civilisation, comme le faisaient souvent les moines de l'époque.

Qu'est-ce qui vous a motivé à travailler ici, à Bursa ?

Nous sommes face à un moment très particulier de l'histoire de cette région, situé entre la fin de l'Empire romain et le début de l'Empire byzantin. La région du Mont Uludağ est encore peu connue, alors qu'il s'agit tout de même du Mont Olympe de la région dans l'Antiquité. De plus, nous venons de découvrir un bâtiment qui n'a pu être qu'un temple dans lequel deux autels ont été mis au jour, datés de l'époque de l'empereur Hadrien. Nous souhaitons pouvoir présenter un musée de site : les fouilles y seraient sous un couvert pour la protection de la mosaïque elle-même, avec des passerelles pour pouvoir montrer les détails de l'église, son évolution et son organisation. Nous avons prévu cinq ans de fouilles et, l'année prochaine, un grand colloque sur la mosaïque antique se tiendra à Bursa, en collaboration avec AIEMA.



Nous présenterons alors la mosaïque de Derecik et demanderons à une équipe de restauration d'être sur place et de trouver une solution de conservation adéquate. La construction définitive se

fera à la fin des fouilles, assez solide pour résister aux hivers rudes de la région.

Comment la Suisse collabore-t-elle avec la Turquie dans cette recherche ?

Une convention (Erasmus/Socrates) a été établie, permettant à des étudiants de l'Université d'Uludağ de se rendre à l'Université de Lausanne et réciproquement. Par ailleurs, le maire de Büyükorhan a le projet de développer sa région grâce à l'écotourisme car l'air de la région y est très sain et il est prévu un parcours cycliste, du trekking, projets intégrant une visite du site. Autre élément : nous allons proposer un jumelage entre les villes de Büyükorhan et d'Orbe (canton de Vaud), où une villa romaine a conservé toute une série de mosaïques intéressantes ; de ce fait, la municipalité d'Orbe est intéressée à



Michel Fuchs

un jumelage permettant de faire connaître le site à l'étranger. La Suisse étant d'une grande prudence face à ces travaux, nous avons eu des soutiens personnels d'associations turques de Lausanne, de Galatasaray, et surtout de la Confédération helvétique, ce qui va nous permettre de solliciter plus facilement des sponsors. Nous prévoyons de construire le musée avec ce financement. De plus, ce n'est pas la seule basilique connue de la région ; celle-ci s'appelle à juste titre « Les mille et une églises » et nous allons rechercher des sites semblables.

C'est la première fois qu'une véritable équipe suisse travaille en Turquie. Cela nous permettra peut-être de faire aboutir notre projet, de créer une mission suisse d'archéologie en Turquie ; le point de départ sera bien sûr Derecik, son église et sa mosaïque, mais cela ne nous empêchera pas d'être intégrés à d'autres initiatives. Commençons déjà par explorer la région, qui ressemble un peu à la Suisse, ce qui ne nous dépayse pas trop...

Comment voyez-vous l'évolution du pays ?

La Turquie évolue très vite et le cas de Büyükorhan est particulier : d'une année à l'autre, on peut y voir des changements profonds. Dans toute la Turquie, en 15 ans, j'ai vu changer beaucoup de choses et suis resté étonné de l'excellence des voies de communication et des systèmes de bus. On peut aussi constater un très fort agrandissement des villes. Cependant – ce qui nous surprend en tant que Suisses –, c'est le peu de développement des chemins de fer, qui permettraient une mobilité de masses dans le pays pour moins de pollution. Un vœu ? C'est la visite récente de Pamukkale qui me le fait émettre : ce site a passé de deux cent visiteurs il y a cinquante ans à plus d'un million de touristes par an. C'est tout ce que nous pouvons souhaiter à la région de Büyükorhan.

** Propos recueillis par Mireille Sadège et Inci Kara*

Neuvième Festival du film documentaire du Safran d'Or



Accueillant chaque année des visiteurs dix fois plus nombreux que sa propre population, et élue parmi les vingt villes les mieux conservées au monde, Safranbolu a organisé son Festival du film documentaire du 10 au 12 octobre 2008. De nombreuses villes en Turquie organisent des festivals populaires mais Safranbolu est la première ville à avoir organisé un festival du film documentaire. Le programme d'ouverture débuta par un cocktail offert par le préfet Nurullah Çakır et son épouse Cemile Çakır à la Maison des

hôtes de la Grande école professionnelle de Safranbolu et se poursuivait avec une représentation de danses populaires, un spectacle du groupe japonais « Les vents d'Asie 21 », puis des danses grecques et tatars, avant de laisser place aux discours du maire de Safranbolu, Nihat Cebeci, du préfet Nurullah Çakır et du ministre de la Justice, Mehmet Ali Şahin.

Dans son discours d'ouverture, le ministre de la Justice, Mehmet Ali Şahin, souligna le besoin pour Safranbolu de disposer d'un palais de la culture adapté et souligna l'importance du festival par ces mots : « Je suis un passionné de cinéma et, il y a 34 ans, j'avais une petite caméra avec laquelle je tournais des films. Si je n'étais pas entré en politique, j'aurais pu être parmi ceux qui participent à ce festival du film documentaire et c'est pourquoi je les envie, j'aurais aimé être l'un d'eux. L'art encourage les êtres humains à aimer toutes les créatures,

l'artiste regarde le monde d'un œil différent. C'est pourquoi le fondateur de la République, le grand Atatürk, avait énoncé une vérité en disant : « Une nation sans art est privée d'un organe vital. »



Ce festival se tient dans le but de conserver la sensibilité ressentie pour « la protection et la transmission aux nouvelles générations » des valeurs culturelles de la Turquie. Dans le cadre des préparatifs du dixième anniversaire du festival, Mme Sühendan Ilal, organisatrice depuis sa création, a annoncé qu'elle souhaitait regrouper l'ensemble des

films sélectionnés sur un support consultable via Internet, permettant la visualisation de ces documentaires par le plus grand nombre de personnes. Le jeune et dynamique maire de la ville a lancé une invitation à tous ceux qui aiment le septième art et l'histoire à venir participer au prochain festival et à découvrir Safranbolu.

Cette année, 10 films professionnels ont été présentés, 25 amateurs et 6 scénarios. Le premier prix dans la branche professionnelle fut attribuée à Yalçın Yelence pour son film « Les Malagans de Kars à la couleur fanée », Halil Hepsen remporte le prix amateur du documentaire, pour son film intitulé « Les souvenirs qui restent chez les soldats turcs » et le prix du meilleur scénario n'a pas été décerné. Le second prix a honoré le travail de Murat Ayaş, pour « Le Pain, des Hittites à aujourd'hui ». Dans le cadre du festival, expositions et excursions étaient aussi organisées.

** Mireille Sadège*

Büyükada : la plus grande des îles-des-Princes avec une vue magnifique teintée de bleu et de vert

Sur le chemin de l'église Aya Yorgi, que les croyants visitent pour faire vœu d'argent, de santé ou encore d'amour, les jeunes filles « forcent le destin » en déroulant leur bobine, dans leur escalade de la difficile montée. Quelle que soit sa raison, le vœu de celui qui monte cette côte est la réalisation de ses rêves. Par une chaude journée du mois d'août, notre rédactrice en chef, Mireille Sadège, notre collègue journaliste Berk, natif de cette île et moi-même avons grimpé cette côte et découvert l'île.



Les Îles-des-Princes (Adalar en turc) sont une sous-préfecture d'Istanbul qui comprend Büyükada (Prinkipo), Heybeliada (Halki), Burgazada (Antigoni), Kınalıada (Proti), Yassıada (Plati), Sivriada (Ohia), Kaşık Adası (Pita), Sedef Adası (Androvita) et Tavşan Adası. Le nom des Îles-des-Princes leur a été donné parce que ces îles avaient été utilisées comme prison au temps de Byzance, où l'on envoyait les exilés, les destitués ou les princes que l'on ne voulait pas voir monter sur le trône. Les Ottomans, qui ont conquis les îles en 1453, ont préféré le nom d'Îles-Rouges (en raison de l'abondance de minerai de fer qui donne une couleur rouge aux collines et du voile du maquis bigarré). La plus grande île, Büyükada, se situe à une demi-heure de bateau d'Istanbul ; la nature reposante et l'air pur rendent le lieu idéal pour ceux qui veulent fuir ne serait-ce qu'un temps le chaos de la ville. Les maisons étant essentiellement des résidences secondaires, l'île est surtout peuplée les mois d'été, alors que l'hiver accueille une population de Grecs, de juifs, d'Arméniens, de Turcs, rappelant l'Istanbul cosmopolite d'antan.

Sur la plus grande colline de Büyükada, considérée comme la plus belle des Îles-des-Princes par certains, on trouve le monastère grec Agios Georgios (Aya Yorgi) Kuduna, qui accueille des centaines de milliers de pèlerins deux fois par an. Il tient son nom d'un officier romain, Aziz Georgios, d'Anatolie, dont la tombe se situe aujourd'hui en Palestine, et qui fut assassiné par des païens en raison de son christianisme au IIIe siècle après JC.

Selon la légende, le monastère a été construit en 963 au temps de l'empereur byzantin Nikiforos Fokas et l'icône miraculeuse d'Aya Yorgi a été offerte par le monastère des femmes de l'impératrice Irène à Büyükada. Dans le portrait de l'empereur byzantin Manuil Komninos, daté de 1158, le nom de « Kodonos » apparaît parmi les mentions des îles et des monastères qui s'y trouvent. D'après l'historien du XIXe siècle, Manuel Gédéon, il s'agirait du monastère Aya Yorgi Kudunas de Büyükada.

Dans son étude intitulée « Le Monastère Agios Georgios Kudunas de Büyükada 1940 », Antonios Maleçkos écrit que les croisés « chrétiens » qui pillèrent Istanbul et ses environs lors des croisades en 1204 ont saccagé le monastère et mis fin à ses activités ; ou alors, dans le cadre des incursions pirates contre les îles sous l'ordre du Vénitien Giustiniani en 1302,

les monastères qui s'y trouvaient ont été incendiés et saccagés. Selon les rumeurs, les moines ont enterré l'icône d'Aya Yorgi, les offrandes et les objets sacrés afin de les protéger des pirates de Giustiniani.

Jusqu'à ce que l'on retrouve miraculeusement cette icône, elle est restée sous terre sans s'endommager. Aya Yorgi serait intervenu dans le rêve d'un berger au XVIIe siècle, et il lui aurait dit de monter sur la colline de cette île, de creuser là où des sons de clochettes retentiraient, et il trouverait ainsi l'icône. Le berger, qui suivit les indications du Saint, il retrouva l'icône et le monastère reprit vie.

Le 23 avril et le 24 septembre sont des dates de culte à Aya Yorgi. En réalité, le monastère est toujours ouvert pour les cultes, mais ces jours-là, de nombreux visiteurs s'y pressent. Lors de ces deux jours sacrés, ceux qui le souhaitent font des offrandes pour se protéger du mauvais œil, se marier, trouver du travail, entrer dans une bonne école... Par exemple, si les gens pensent que leur destin ne leur permet pas de trouver un ou une conjoint(e), ils prennent une bobine dans la

1926 sur l'ordre d'Atatürk à Ankara et a ouvert en 1937 à Büyükada dans les bâtiments de l'ancien yacht-club. On sait qu'Atatürk a beaucoup honoré le Club anatolien de Büyükada, et qu'il résidait dans une chambre avec vue sur le jardin.

Les maisons utilisées comme résidences secondaires à Büyükada peuvent être louées pour quelques mois, mais il ne reste plus de place pour en construire de nouvelles. C'est pourquoi ceux qui y vivent ont besoin d'équipements culturels, qui font défaut. Il existe des établissements comme le Club anatolien, la bibliothèque municipale, la maison de la culture du Touring-club restaurée par Çelik Gülersoy lors de sa présidence, ainsi que des établissements comme le café du Touring près de l'embarcadère. Cependant, on apprend de la population locale qu'il n'existe pas d'activité culturelle permanente. L'un des habitants nous confie : « Auparavant, les façades de l'embarcadère de l'île étaient recouvertes d'enduit. Il ne restait plus rien des façades. Çelik Gülersoy est venu avec ses étudiants de la faculté d'architecture et ils ont décapé les façades pour les ramener à la lumière du jour. Un café a été construit au-dessus de l'embarcadère, où l'on fête des mariages, des fiançailles. Par la suite, un ancien bâtiment a été restauré, devenant une maison de la culture particulièrement belle. Des concerts ont été donnés en 2005 et 2006. Ces trois dernières années, la « semaine des îles » s'est déroulée sur toutes les îles. Différentes conférences ont eu lieu à Heybeliada, des concerts ont été programmés à Burgaz Ada. Mais il n'y a pas eu de continuité et, malgré Istanbul 2010, capitale culturelle de l'Europe, aucun événement n'a été lancé dans la sous-préfecture des îles.

Sur la colline Christos, l'un des sommets de l'île, se trouvent le monastère et l'église de Christos (Metamorphosis), construits au XVIe siècle. Sur la même colline, l'orphelinat grec, lié au patriarcat grec orthodoxe de Fener, a été construit par l'architecte Alexandre Vallauray. Ce bâtiment, qui a été un hôtel français au XIXe siècle, a été racheté par la famille Zarifis et transformé en orphelinat. Cet endroit qui abritait des enfants entre 1902 et 1960 est aujourd'hui désaffecté.



main et la déroulent lentement sur le chemin d'Aya Yorgi, les pieds nus, et atteignent le monastère sans dire un seul mot. Celui qui veut une maison à deux étages construit quelque chose qui y ressemble avec des pierres sur ce même chemin. Si son vœu se réalise, il fait un don au monastère, qui prend la forme d'une aide financière ou bien d'une ou deux boîtes de sucreries. Bien que cette tradition ressemble à de la superstition, elle se poursuit depuis des années. Le 23 avril et le 24 septembre, la marche commence au milieu de la montée et en haut de cette colline, que l'on atteint après une attente parfois de plusieurs heures, une vue magnifique s'offre à vous, peut-être la plus belle d'Istanbul. Une vue teintée de bleu et de vert, large, qui s'étend de la rive européenne à la rive asiatique. Selon de nombreux poètes stambouliotes, il existe une autre magie de cet endroit : au coucher du Soleil, sur la colline d'Aya Yorgi, faire un vœu en buvant du vin de l'île produit à partir des raisins cultivés par les prêtres.

Chaque endroit est une page d'histoire. Ce n'est pas un hasard si Atatürk est venu de nombreuses fois sur cette île lorsqu'il était président. Le Club anatolien, qui devint le symbole de Büyükada, a été fondé en

L'une des particularités agréables de Büyükada est l'absence de voitures et donc de gaz d'échappement et les déplacements se font en calèche. Les rues sont bordées de magnifiques maisons aux jardins fleuris parfaitement entretenus. Le centre de l'île, avec ses restaurants et ses nombreux commerces, est fait pour la flânerie. Quelques boules des succulentes glaces de Sariyer vous apporteront un peu de fraîcheur lors des beaux jours sur l'île.

* Inci Kara





Centre de Commerce international d'Istanbul



Université de Commerce d'Istanbul

CHAMBRE DE COMMERCE D'ISTANBUL

Notre objectif :

Une Turquie impliquée dans le monde,
avec toutes ses régions développées et toute sa population sereine.
Pour cela, nous réfléchissons, débattons, planifions et appliquons.
Voici quelques-uns de nos projets réalisés ou en cours, au service
de la Turquie et du monde des affaires turc :

- Centre de Commerce international d'Istanbul
- Université de Commerce d'Istanbul
- Circuit d'Istanbul Park (Formule 1 Istanbul)
- Écoles et cours professionnels pour l'Éducation nationale
- Travaux afin de faire la presqu'île historique un centre culturel et touristique.
- Restauration et protection des richesses culturelles et historiques
- Bourse des Industries annexes turques
- Projet de première aide aux PME pour l'exportation
- Activités de soutien à l'éducation, à la culture et au sport
- Foires et Expositions



CHAMBRE DE COMMERCE D'ISTANBUL

Reşadiye Caddesi 34112 - Eminönü - İSTANBUL Tel: (0 212) 455 60 00 Fax: (0 212) 513 15 65 - 520 16 56
www.ito.org.tr



Un espoir régional pour le développement



Les projets de développement régional prévus sont le Plan de développement régional de l'est de la mer Noire (DOKAP), le Projet du centre anatolien (DAP), le Projet de la plaine de Konya (KOP), le Projet de développement du bassin de Yeşilirmak et le Projet de développement régional Zonguldak, Bartın Karabük. L'objectif du DAP, qui englobe 16 provinces (Ağrı, Ardahan, Bayburt, Bingöl, Bitlis, Elazığ, Erzurum, Erzincan, Hakkari, Iğdır, Kars, Malatya, Muş, Tunceli et Van) est d'étendre à tous les mois de l'année l'agriculture et de développer le secteur des services industriels. Il est prévu également d'accorder des microcrédits aux entrepreneurs, d'améliorer les pâturages, de développer l'élevage. Un investissement de l'ordre de 46,3 milliards de dollars est prévu pour l'est de la mer Noire. Le projet dans cette région a commencé par des études de terrain en 1999 et son but est d'accroître la diversité des produits agricoles, d'élargir les possibilités de financement dans l'industrie, et de renouveler les technologies des établissements existants. Le projet vise aussi à faire de Trabzon un centre de commerce international. De nouveaux barrages sont prévus dans la région de Konya. Le KOP porte sur l'achèvement du Tunnel Bleu, long de 17 kilomètres, qui transportera l'eau du fleuve Göksu à la plaine de Konya. À la fin du projet, la plaine de Konya pourra être irriguée en majeure partie (75 % de sa superficie). Le projet prévoit de terminer les barrages de Bağbaşı, Avşar et Bozkır. Le coût du KOP est estimé à 211,7 millions de YTL.

Les Agences de développement

Après de longs débats, les Agences de développement de Turquie ont fait leur apparition dans le Journal Officiel le 8 Février 2006. Par la suite, 2 agences ont été créées, l'une dans les régions d'Adana et Mersin, l'autre à Izmir. Elles sont membres de l'Union des Agences de développement européennes. L'Agence de la Çukurova (Adana / Mersin) assurera le développement dans la région de

Alors que le gouvernement a lancé le Plan d'action pour le projet du sud-est anatolien (GAP), il accélère également les autres projets de développement régional qui changeront le destin de l'est, du centre et du nord-est de l'Anatolie. Il introduit ainsi les Agences de développement, les centres attractifs, les fonds de l'UE et les encouragements sectoriels régionaux pour le développement régional.

l'agriculture, de l'industrie, du tourisme, de la logistique et de l'énergie et soutiendra les projets qui permettront d'en faire un centre développé dans le commerce extérieur avec son port et sa zone franche. Les Agences de développement, qui ont vu naître leurs activités en trois ans, seront au nombre de 26 dans un avenir proche, selon les objectifs.

Les Villes attractives

Le gouvernement vise à former des villes leaders pour le développement régional dans l'est et le sud-est anatoliens à travers le lancement du Programme de soutien aux centres attractifs. Les nouveaux centres attractifs de la Turquie sont Diyarbakır, Elazığ, Erzurum, Gaziantep, Kayseri, Konya, Malatya, Samsun, Sivas, Şanlıurfa, Trabzon et Van. Ces provinces auront une priorité pour les investissements publics qui accéléreront le développement, l'emploi et les ressources humaines. Les liens entre ces douze villes vont être renforcés, ces centres attractifs deviendront les sous-métropoles d'Ankara, Istanbul et Izmir et des lieux qui attireront l'immigration.

Les projets des villages et municipalités

Le gouvernement souhaite également soutenir les infrastructures villageoises, dans le cadre du Projet de soutien des infrastructures villageoises (KOYDES), commencé en 2005, mais aussi les villes de moins de 10 000 habitants avec le Programme de soutien des infrastructures des municipalités (BEYDES), lancé en 2007. KOYDES a pour objectif d'améliorer l'infrastructure des villages sans route ni eau potable dans 79 provinces de Turquie. L'Organisation de la planification étatique (DPT) qui coordonne le projet a apporté des investissements pour 14,1 millions de personnes vivant dans 35 000 villages et 47 000 villages connexes. Les projets de routes et d'adduction d'eau potable dans le cadre du BEYDES ont coûté 562 millions de YTL pour 10 millions de personnes vivant dans plus de 2 500 villes.

Les villes prioritaires pour le développement

Le budget du DPT accorde des ressources aux villes de moins de 50 000 habitants en contrepartie de projets. Les investissements pour l'exploitation de produits agricoles et d'élevage, les investissements pour le développement de la culture et du tourisme. 8,5 millions de YTL ont été attribués à 714 administrations locales en 2007.

Le soutien de l'UE

Le soutien de l'UE est un des instruments pour faire disparaître les différences de développement entre les régions. Les ressources versées, de l'ordre de 25 % de la base du Programme de soutien financier avant la participation à l'UE, tendent à développer les ressources humaines, augmenter l'emploi, construire les infrastructures rurales et soutenir les entreprises. 41 000 personnes de 33 provinces ont été formées pour la préparation des projets. 1500 projets ont été soutenus avec un soutien de 259 millions d'euros. Des programmes d'aide de l'UE seront introduits pour le développement rural, à travers l'Organe financier avant la participation (IPA), le Plan de développement rural national et le Programme des composants de développement rural (IPARD).

524 millions d'euros pour les PME

La période 2007-2013 a une importance singulière dans le soutien du développement régional parce que les aides de l'UE pour cette période seront introduites sous le titre d'Organe de soutien à la participation. Dans ce cadre, des soutiens sont prévus dans les domaines du développement rural, de l'aide à la transition, de la coopération hors frontières, du développement régional et de l'élargissement des ressources humaines. Les soutiens sous le nom de compétitivité régionale sont attribués aux PME, qui pourront utiliser ces soutiens en particulier dans la modernisation technologique. 524 millions d'euros ont été prévus pour les projets en 2009.

* Tamer Çerçi

Le monde vit des jours difficiles et nous des moments historiques

Évidemment, je parle d'histoire économique, mais puisque cette histoire-là influence l'histoire politique, il n'est pas totalement faux de parler de jours historiques.



* Selda Atik

En ce moment, et comme à chaque période de crise, la presse du monde entier, celle des États-Unis en tête, est victime d'un chaos en ce qui concerne les articles économiques, on pourrait même dire un pourrissement.

(lire la suite page II)

Le nombre de touristes en Turquie va augmenter malgré la crise économique

Le Congrès du Conseil d'administration de la TUGEV s'est réuni sous la direction du ministre de la Culture et du Tourisme, Ertuğrul Günay, et le président du Conseil d'administration de TUGEV-ICVB. La réunion a abordé l'avenir du tourisme d'affaires.

(lire la suite page IV)

La Turquie et la crise financière mondiale

Le 6 octobre, Joseph Stiglitz, lauréat du prix Nobel d'économie, a donné une conférence à l'Université de Genève sur la crise financière actuelle devant un auditoire qui l'écoutait attentivement pour tirer un enseignement de ses paroles.



* Doğan Bozdoğan

(lire la suite page II)

Istanbul concurrence l'Europe dans les prix des résidences



(lire la suite page IV)

La Turquie, le premier pays exportateur d'abricot sec

Avec une exportation de l'ordre de 270 millions de dollars entre le 1er août 2007 et le 30 juin 2008, la Turquie est devenue le premier pays exportateur avec une augmentation de 39 %. Les États-Unis sont les plus gros acheteurs de ce secteur, qui fait vivre 70 000 familles. Pour les abricots secs découpés, le Royaume-Uni est le premier importateur avec 4,5 millions de dollars, et la Russie est en tête pour l'achat d'abricots secs industriels. Parmi les autres

pays où l'on exporte, citons l'Allemagne, la France, les Pays-Bas.

Menaşe Gabay, présidente du Conseil d'administration de l'Union des exportateurs de fruits secs EGE, affirme qu'il n'y a pas eu d'augmentation de volume dans l'exportation d'abricots secs, mais une forte hausse de prix de vente passant de

(lire la suite page II)



Avec l'ITO, les entreprises apprennent à exporter

Les quatre premières étapes du Programme de premiers pas dans l'exportation de l'ITO, qui visait à ouvrir des marchés extérieurs aux PME, se sont terminées brillamment avec la participation de 100 entreprises.

Le programme de l'ITO a pour objectif d'assurer une concurrence internationale aux PME qui n'avaient pas l'occasion d'exporter, en leur ouvrant des marchés extérieurs.

(lire la suite page III)

La Turquie et la crise financière mondiale (Suite de la page 1)

Il n'a rien annoncé qu'on ne sache déjà. Par contre, il a terminé son long discours par une remarque très intéressante et pertinente, en disant que le résultat de la crise va dépendre de l'utilisation que l'on fera de la connaissance tirée des crises précédentes. En effet, cette crise n'est pas la première et probablement ne sera pas la dernière, du fait que le système capitaliste dans lequel tous les acteurs cherchent à maximiser leurs propres profits est très vulnérable aux crises ; et l'histoire nous montre que la politique mise en place pour gérer une crise détermine ses résultats.

Afin de minimiser le coût de la crise pour la Turquie, il faut commencer par admettre que la crise n'est pas « une possibilité » mais qu'elle est bien « une réalité » et qu'elle aura évidemment des effets sur l'économie turque, qui est considérablement intégrée dans l'économie mondiale. Ces effets ne se feront probablement pas sentir sur le secteur financier turc en premier lieu, comme c'est le cas en Europe et aux États-Unis, mais plutôt dans le secteur de l'industrie, des services et de l'agriculture. Parmi les trois, le secteur de l'industrie et le secteur

des services (sauf le secteur financier) ont enregistré un taux de croissance beaucoup plus faible que celui de la même période de l'année dernière, tandis que la tendance au rétrécissement du secteur agricole s'est considérablement aggravée pendant le deuxième trimestre de 2008. En effet, le secteur agricole se trouve dans un processus de rétrécissement depuis quelques années à cause de ses problèmes structurels, ce qui provoque une diminution de l'emploi dans ce secteur mais cette diminution de l'emploi était compensée jusqu'à maintenant par la croissance accélérée du secteur industriel et des services, notamment du bâtiment. Les faits cités ci-dessus montrent que ce n'est plus le cas ; d'ailleurs, le secteur de l'immobilier domestique est arrivé à un niveau de saturation, alors que les secteurs industriel et des services (autres que l'immobilier) souffrent d'un ralentissement de l'économie mondiale. Bref, le secteur agricole continue sa chute à toute allure et les autres secteurs ne peuvent plus compenser ses pertes. C'est pourquoi nous devons prendre sans délai les mesures nécessaires pour éviter des résultats éventuels inacceptables.

Avant d'énumérer les mesures à prendre, il faut bien noter le résultat essentiel de la crise qui est important pour la Turquie ; c'est le ralentissement de l'économie occidentale. Il faut aussi noter que ce ralentissement ne provient pas vraiment d'un manque de liquidités mais plutôt d'un manque de confiance. De plus, ce manque de confiance risque de se propager aussi en Turquie, ce qui provoque déjà une diminution de la demande domestique. Donc la question cruciale c'est de ne pas souffrir de ce manque de demande lié à un manque de confiance. Alors quelques options s'offrent à la Turquie pour se sortir de ce goulot d'étranglement. Il faut commencer par travailler à augmenter les parts de marché de l'industrie et des services dans les destinations alternatives, surtout dans les pays exportateurs de pétrole et les autres pays émergents qui ont accumulé considérablement de capital pendant ces dernières années. D'autre part, il faudrait temporairement adopter une politique monétaire expansionniste pour augmenter artificiellement la compétitivité de la production turque pendant cette période de crise, ainsi que pour maintenir la deman-

de domestique afin d'éviter une récession. Enfin, il faut réaliser les réformes fiscales nécessaires pour protéger au maximum les couches les plus pauvres de la population du fardeau de la crise. La nouvelle structure fiscale de la Turquie devrait être plus équitable, en privilégiant surtout les impôts directs au lieu des impôts indirects qui pèsent surtout sur le dos des salariés qui travaillent déjà dans des conditions assez compétitives par rapport au monde occidental.

Comme nous l'a rappelé Joseph Stiglitz, les résultats de la crise vont dépendre de la façon dont nous allons utiliser les connaissances que nous avons acquises pendant les crises précédentes. Mais il faut aussi agir très rapidement car la crise évolue et devient plus difficile à gérer.

Pour finir, il ne faut surtout pas oublier que le maintien de la confiance établie envers la Turquie depuis plus de cinq ans est crucial pour sortir de cette crise avec le minimum de dégâts. Pour cela des réformes économiques seraient très utiles, surtout dans le domaine fiscal.

* Doğan Bozdoğan
étudiant à l'IEP de Paris

Le monde vit des jours difficiles... (Suite de la page 1)

Ce dynamisme de la presse, qui apparaît souvent lors des crises et fait suite au reflet de la panique boursière dans l'opinion publique, semble donner l'impression que chacun a son mot à dire. Et même les auteurs qui étaient restés silencieux commencent à débiller tout ce qu'ils avaient en tête. Pour ne pas être l'un de ses auteurs, je ne souhaite pas écrire sur les dimensions que peut prendre cette crise ni tenter de deviner quand elle prendra fin. Ce que je souhaite faire ici, c'est essayer de comprendre les raisons de la situation actuelle des États-Unis. Il ne fait pas de doute qu'aborder le sujet du point de vue des États-Unis seulement et soustraire le reste du monde de cette situation puisse paraître irréaliste. Toutefois, étudier un marché immense qui représente le tiers de l'économie mondiale pourrait nous aider à comprendre pourquoi il influence les deux autres tiers.

Les bruits de pas de la crise de 2008, que l'on compare ces derniers temps à celle des années 30, se sont fait entendre en réalité en 2007, mais les économistes n'étaient pas parvenus à un accord sur la situation. Une confusion des notions s'était alors manifestée, ne sachant pas s'il s'agissait d'une récession, d'une stagnation ou d'une crise financière sérieuse. Au-delà des définitions, l'incapacité à penser la possibilité d'une telle situation à la fin des années 2000 après une profusion d'argent sur les marchés financiers mondiaux, les États-Unis en tête, et des taux de croissance supérieurs depuis les années 90, est quelque chose de plutôt étonnant.

Tout comme après la grande crise de 1929, le système économique capitaliste commence à s'interroger aujourd'hui aussi mais il ne faut pas oublier qu'il n'est pas le seul

responsable. Les expressions libérales du système capitaliste n'ont pas été toujours orientées vers la diffusion de la volonté de gagner de l'argent sur l'argent comme c'est le cas sur les marchés financiers actuels. Toutefois, le système a pris une nouvelle forme avec la mondialisation et l'effet des courants de marché libre répandus suite à l'influence des idées néolibérales apparues dans les années 80. Forcément, les volumes de production des économies développées, qui ont augmenté progressivement, ont donné lieu à la recherche de nouveaux marchés. Alors que les volumes commerciaux qui se sont accrus ont augmenté la quantité d'argent, il était inévitable que naissent des marchés financiers développés et des acteurs du marché.

Les fonds à haut risque ont réuni des fonds liquides en parcourant tous les marchés à haut potentiel, avant de retourner dans leur pays, causant ainsi la formation des entreprises financières qui ont changé l'ancien système bancaire. La croissance progressive de la quantité d'argent liée aux fonds, le resserrement progressif de l'économie réelle dû à l'accélération de l'écoulement d'argent vers les secteurs financiers depuis le producteur, c'est-à-dire du secteur de l'économie réelle, ainsi que le regroupement des grands fonds dans les mains et les secteurs précis ont suscité la détérioration de la distribution des revenus. Malgré cette détérioration de la distribution des revenus, les personnes à salaire fixe se sont fait prendre par l'attrait du système qui pousse à consommer davantage, et ont ainsi commencé à contracter des dettes. Ces trente dernières années, les endettements et les revenus ont changé de place. Au lieu d'impo-

ser les subventions des grandes entreprises et les propriétaires de fonds, les hommes politiques ont entrepris l'endettement de l'État et ouvert ainsi la voie à l'augmentation des dettes intérieure et extérieure. Observer le déficit des États-Unis ces dernières années peut être un indice.

Quel que soit le nom, crise du mortgage (immobilier) ou crise des liquidités, il s'agit d'une crise financière mondiale et l'influence du secteur financier mal dirigé sur l'économie réelle est inévitable. La nationalisation des banques d'investissement aux États-Unis puis en Europe ne signifie pas que le système avancera vers l'étatisme mais elle peut signifier la mise en marche des mécanismes de contrôle de la part de l'État. Il y aura donc des mesures structurelles importantes à prendre pour les États-Unis et l'Europe si la crise s'approfondit et il semble évident que les plans de sauvetage ne seront pas la solution à la crise. Les changements institutionnels et législatifs visant au contrôle des dettes des grands consommateurs et des entreprises financières sans contrôle pourront être à l'ordre du jour.

La thèse selon laquelle la crise peut être bénéfique restera de l'ordre du vœu si l'on prête attention à l'avertissement du président de la Banque centrale. Lorsqu'un bateau prend l'eau, il serait utopique de penser qu'une partie du bateau coule et que l'autre se transforme en piscine. Les crises sont en effet des occasions aussi, mais pas dans le sens où on l'entend. Les crises sont des occasions parce qu'elles fermeront les entreprises qui ne paient pas leurs dettes, effacent les mauvais crédits et ceux qui prêtent peuvent prêter à nouveau avec une nouvelle assurance. Autrement dit, les fruits pourris tombent de l'arbre. Le secrétaire au Trésor des États-Unis, Hank Paulson, qui joua au jeu du nettoyage en autorisant la suppression de Lehman Brothers du marché, fait partie des informations intéressantes de la presse américaine.

* Dr. Selda Atik, chercheur
à l'Université de Bakset

La Turquie, le premier pays exportateur d'abricot sec (Suite de la page 1)

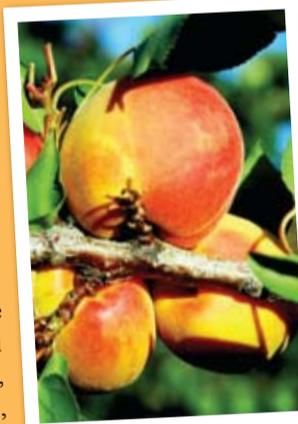
1930 dollars la tonne à 2790. Mme Gabay a fait savoir que son objectif était de dépasser le milliard de dollars d'exportation grâce à la promotion.

Parmi les raisons de la popularité de l'abricot sec

sur les marchés intérieur et extérieur, on peut citer ses bienfaits pour la santé : l'abricot permet de diminuer les risques de syndrome du côlon irritable, l'appendicite, les hémorroïdes, les maladies cardiaques, le diabète, l'obésité, les maladies dentaires, et aide à un meilleur transit intestinal.

Aussi, les croyances populaires qui offrent à l'abricot des vertus pour la peau, les cheveux, l'insomnie et le stress permettent à ce fruit de garder sa popularité.

L'abricot occupe une place importante dans la cuisine de Malatya, capitale de l'abricot en Turquie : les médaillons de veau à la façon de Malatya, le farci aux pommes de terre et abricots, le rouleau Renaissance à l'abricot, le riz aux abricots, les profiteroles aux abricots et la tarte à l'abricot sont des spécialités délicieuses.



Le ministère des travaux publics et de l'habitat d'hier à aujourd'hui



* Faruk Nafiz Özak

La fondation du ministère des Travaux publics et de l'Habitat remonte à la période ottomane. Les missions du ministère, fondé sous le nom de Nâfia Nezareti (ministère des Travaux publics) le

8 octobre 1848, avaient été fixées par un règlement entré en vigueur l'année suivante.

Ce règlement, qui concernait aussi l'agriculture, stipulait que le ministère des Travaux publics était responsable également de la construction des bâtiments publics. Au fur et à mesure, le ministère des Travaux publics a fusionné avec le ministère du Commerce. Les investissements sont restés minimes du fait que la fondation du ministère correspondait à la période où l'Empire ottoman était économiquement affaibli.

Après le début de la Lutte nationale, le gouvernement de la TBMM fondée à Ankara a confié les travaux d'infrastructure, de construction et de réparation nécessaires au ministère des Travaux publics. Toutefois, dans cette période de problèmes économiques, celui-ci a dû se limiter aux activités de maintenance et de réparation. Dans ce processus, on a donné la priorité aux points qui présentaient un intérêt pour le soutien logistique de la Lutte nationale.

Avec la proclamation de la République a commencé un processus de redressement rapide et on a commencé à faire des pas vers les objectifs déterminés par Atatürk par l'intermédiaire des établissements industriels et commerciaux. Ce redressement s'est étendu à des domaines tels que les services de l'éducation, de la santé et de la justice.

Mener les investissements d'infrastructure tels que le développement des chemins de fer, les problèmes d'eau, les routes et les ponts ainsi que la construction des structures destinées au secteur public tels que bâtiments et établissements faisait partie des missions du ministère. Dans la période du Parti unique, le domaine du ministère des Travaux publics et de l'Habitat est resté inchangé puis, par la suite, une partie de ses services ont été transférés au ministère des Transports. Après que la Deuxième Guerre mondiale a fait obstacle aux services du ministère, le redressement a repris avec le Parti démocrate arrivé au pouvoir en 1950. La Direction générale des Voies terrestres et par la suite la Direction générale des Eaux, fondées dans cette période, ont été rattachées au ministère des Travaux publics et de l'Habitat.

Le ministère a pris de l'importance au sein des services publics à partir de 1961 et la construction de bâtiments comme écoles, hôpitaux et foyers universitaires lui a été confiée.

Parmi les tâches du ministère des Travaux publics et de l'Habitat, hormis les affaires de spécialisation, nous pouvons citer les suivantes : La construction et l'entretien des structures et des établissements publics, La construction de logements selon les principes de la politique définie par l'État, La mise en place de mesures assurant la production économique et l'utilisation conforme aux normes du matériel de construction le plus indispensable, La fixation des aides à apporter après les fléaux tels que les tremblements de terre, les incendies, les inondations, les chutes de rochers, les avalanches, etc., L'aide aux entrepreneurs qui souhaitent faire des affaires à l'étranger et la tenue des registres, La résolution des litiges pouvant survenir lors de l'élaboration et de l'approbation des plans de reconstruction intéressant plus d'une municipalité, Les priorités que notre ministère va mettre en œuvre dans la prochaine période sont les suivantes : Augmenter la qualité de vie des citoyens dans notre pays qui se développe et s'urbanise rapidement économiquement et socialement ; Assurer à chacun le droit de vivre dans un environnement sain et équilibré ; Mettre en place une gestion des risques liés aux fléaux naturels ; Construire des habitations saines à la place des structures clandestines et anarchiques et développer de nouveaux modes de finance-



ment à destination des villes qui ont besoin d'être réhabilitées et de se préparer à d'éventuelles catastrophes futures.

Notre organisme détermine une politique et une stratégie destinées à une restructuration fiable des habitations et une urbanisation contemporaine, ainsi que l'appui accordé aux administrations locales dans la gestion des fléaux naturels et des affaires de coordination.

Les pas franchis, particulièrement ces cinq dernières années, dans le but de réaliser l'adhésion à part entière à l'Union européenne – qui est l'un des objectifs prioritaires de la République de Turquie contemporaine – ont incité notre ministère et tous les organismes concernés à travailler avec la plus grande responsabilité. Les efforts de notre ministère et des organismes se trouvant en son sein et ceux des autres ministères apportent à notre pays la coordination nécessaire entre les organismes et les ministères pour en faire un pays développé et contemporain dans lequel domine la démocratie, avec toutes ses institutions et ses règles.

Par son attitude, notre ministère va poursuivre ses travaux avec résolution et détermination pour que la Turquie prenne sa place dans le monde de demain.

* Faruk Nafiz Özak, Ministre des Travaux publics et de l'Habitat.

Avec l'ITO, les entreprises apprennent à exporter (Suite de la page 1)

Ce programme a permis à 100 membres de l'ITO de devenir exportateurs. Face à la concurrence difficile des marchés intérieur et extérieur, les PME ont pu faire leurs premiers pas vers l'exportation en élargissant leur vision des marchés externes avec l'aide des conseils à l'exportation de l'ITO, en quatre mois seulement.

Résultats du programme

Les résultats ont montré le succès des entreprises : 50 entreprises ont pris contact avec des clients potentiels et ont commencé à exporter directement ou indirectement, 60 ont lancé des travaux pour améliorer la qualité de leurs produits, 36 ont diversifié leurs produits, 40 ont augmenté leur capacité de production, 60 ont participé à des foires nationales ou internationales, 60 ont développé leur site Internet, 65 ont préparé un plan d'action d'exportation en définissant des canaux de distribution et des marchés cibles, 30 entreprises ont mis en place un département d'exportation et 70 ont participé à des séminaires de formation pour renforcer les connaissances en exportation de leur personnel.

Aux quatre coins du monde

Les entreprises ont montré leur capacité à exporter vers des marchés très variés du monde, avec en tête l'Iran, la Syrie, l'Arabie saoudite, la Croatie, l'Ukraine, la Russie, les États-Unis, le Canada, la Grande-Bretagne, l'Autriche, l'Irlande, l'Allemagne. Certaines entreprises qui ont exporté pour plus de 100 000 dollars ont eu le droit de participer gratuitement à une des foires organisées par l'ITO. L'ITO poursuivra cette année son Programme de premiers pas dans l'exportation : ce programme,

qui commencera avec 20 entreprises au mois de novembre, continuera à ouvrir de nouvelles portes d'exportation avec la participation de 40 autres entreprises en 2009.

Nous avons appris à répondre correctement à la demande (Entreprise Dipaz Makine)

Nous nous demandions pourquoi nous n'arrivions pas à accroître nos volumes d'exportation. L'expert qui nous a suivis, Şefik Ergönül, nous a montré des choses que l'on ne voyait pas : il fallait quelqu'un qui s'occupe du matin au soir de l'exportation, et seulement de cela et nous en avons pris conscience. La chose la plus importante que nous avons apprise, c'est qu'il faut répondre le plus rapidement possible à la demande, et l'autre chose est l'idée qu'il faut avoir plus d'un revendeur dans les régions ciblées par une entreprise exportatrice.

Nous avons appris à avoir confiance en nous avec ce programme (Muradim Iplik)

Nous avons pris confiance en nous grâce à ce programme, que ce soit dans l'importation ou l'exportation. Nous avons commencé à faire de l'importation et avons mis en place les procédures pour l'organisation des contrats, des factures... et nous avons surtout appris comment exporter avec qualité. Nous avons participé à une foire en Russie l'année dernière, alors que nous exportions déjà vers l'Ukraine, mais c'était une exportation peu professionnelle. Nous exportons depuis six mois mais sans nous y prendre très professionnellement. Nous avons appris les formes de paiement, de livraison et de transport et, aujourd'hui, 25 % de notre production est réservée à l'exportation.

Les parachutes dorés ne connaissent pas la crise



* Marine Deneufbourg

L'économie mondiale est atteinte d'une maladie grave, récurrence de celle qui l'a infectée il y a presque 80 ans. Il s'agit maintenant de lui administrer des piqûres de rappel, sous la forme d'injections financières dans les banques les plus touchées par la crise, afin de la résorber. Mais au-delà de l'aspect purement technique de cette crise provoquée – on le sait – par une infection toxique des actifs des banques et par la spéculation financière effrénée, ce sont des millions de citoyens qui ont peur de perdre leur argent, si ce n'est déjà fait – aux États-Unis notamment. Pendant ce temps, quelques patrons de sociétés nouvellement nationalisées se permettent de se faire octroyer de « petites » indemnités de départ. Quelques millions d'euros ou de dollars – rien que cela ! – pour se remettre de la débâcle financière et de leur cessation d'activité. Face à la polémique que ces indécents « parachutes dorés » provoquent, les gouvernements européens ont décidé d'ôter leurs œillères. Axel Miller a ainsi été sommé de renoncer à son indemnité de départ, dont le montant atteignait 3,7 millions d'euros. Désormais, l'échec ne doit plus être récompensé aveuglément, seules les contributions des dirigeants au succès de leur entreprise pourraient se voir valorisées. Pourtant, on parle encore des 5 millions d'euros que devrait toucher l'ex-patron de la banque Fortis en indemnités de départ.

Et puis il y eu ces immodérées dépenses qui ont servi soit à s'offrir un week-end à 400 000 euros pour l'ancien dirigeant de l'assureur AIG – fraîchement nationalisé – soit pour payer la note très salée d'un repas à 150 000 euros, offert par la direction de Fortis à une cinquantaine de courtiers indépendants.

Alors, l'indignation des autorités n'est-elle qu'apparente ? Tout ce qui reste à espérer, c'est que les plans de sauvetage américain et européen ne serviront pas à remplir les poches des patrons de banques... et on peut le craindre. En effet, n'est-ce pas Henry Paulson qui est à l'origine du plan de sauvetage des banques américaines et qui va décider de l'usage des 700 milliards d'euros mis en jeu ?

Et n'est-ce pas ce même Henry Paulson qui, en 2005, a reçu 38 millions de dollars d'indemnités suite à son départ de la direction générale de Goldman Sachs ? On comprend mieux pourquoi la confiance envers le plan du secrétaire américain au Trésor peine à grimper. Ou peut-être est-ce parce que l'ancien directeur de la Washington Mutual vient d'être remercié avec 13,65 millions de dollars de prime de départ pour les 18 jours qu'il a passés à la tête de cette caisse d'épargne.

Pour un monde meilleur, guéri et protégé de toutes les « maladies » qui le menacent, les politiques doivent apprendre à se servir des richesses mondiales qui, aujourd'hui, font le bonheur des uns, mais pas des autres...

* Marine Deneufbourg

Le nombre de touristes en Turquie va augmenter malgré la crise économique (Suite de la page 1)

« Le nombre de touristes augmentera malgré la crise économique » a déclaré le ministre Günay.

La Fondation de développement et de formation dans le tourisme (TUGEV) figure parmi les institutions de la société civile les plus grandes et les plus influentes dans son secteur. La Fondation s'emploie à développer le tourisme, la formation dans le tourisme et le tourisme d'affaires.

Selon le ministre Günay qui participa à la réunion, « la Turquie attire plus de touristes que les autres pays méditerranéens. Nos concurrents dans le tourisme sont les pays ambitieux du nord de la Méditerranée. Je pense que tous les éléments du secteur devraient travailler en collaboration. La Turquie est à un bon niveau, je dirais même que le nombre de touristes augmentera malgré les difficultés économiques actuelles. »

Ertuğrul Günay a ensuite déclaré que la Turquie accueille aujourd'hui 25 millions de visiteurs et que l'on parle de recettes de l'ordre de 20 milliards de dollars. « Tout en réalisant ces chiffres, nous nous battons contre le terrorisme. Un pays qui lutte contre le terrorisme a réussi cela », dit-il avant de poursuivre : « Si les séjours culturels pouvaient s'étendre aux quatre coins de l'Anatolie, partir d'Istanbul

et arriver aux plateaux de Hakkari, d'Izmir aux plateaux de Kars, toute la Turquie aurait profité des bienfaits du tourisme. Le nombre de visiteurs et les recettes auraient été supérieurs ».

Le ministre de la Culture a souligné le besoin de nouveaux lieux culturels, de centres de congrès et d'hôtels, ainsi que les efforts à déployer : « Il suffit juste qu'il y ait la paix dans notre pays, qu'il y ait la démocratie dans notre pays et dans le monde. Qu'il y ait une continuité déterminée dans notre économie, notre démocratie, allant dans le sens de la volonté de la Nation. Je le dis en observant les 25 dernières années : la Turquie va prendre à l'avenir de grandes distances et deviendra un pays encore plus important dans le monde. Tous les efforts entrepris allaient dans ce sens et nous continuerons ainsi. »

Lors du dîner qui a suivi la réunion, des certificats ont été attribués à Ertuğrul Günay et

Murat Yalçıntaş ainsi qu'aux anciens présidents du Conseil d'administration de la Fondation. Les certificats ont été présentés comme des documents pour la plantation de

100 arbres chacun dans le cadre du projet « Réhabilitation des lieux incendiés et forêts résistant aux incendies », dans les provinces de Serik et Manavgat à Antalya. Le secrétaire général d'ITO, le Dr Cengiz Ersun, a participé au dîner, ainsi que les présidents des associations membres de la TUGEV.

Istanbul figure parmi les 20 premières villes du tourisme d'affaires dans le monde

Lors de son discours, le président de l'ITO et de TUGEV-ICVB, le Dr Murat Yalçıntaş, rappela que la TUGEV fut le plus grand soutien et la plus grande force mobilisatrice dans le développement du tourisme qui débuta au milieu des années 1980, et que la Fondation a maintenant une place importante dans le tourisme turc. Grâce à de grandes avancées, Istanbul figure parmi les 20 premières villes du



tourisme d'affaires dans le monde : « Nous avons de plus en plus de demandes pour Istanbul. Nous observons avec grande satisfaction les nouveaux centres de congrès et les investissements hôteliers qui permettront de répondre à cette demande », a-t-il déclaré.

Murat Yalçıntaş souligna également que le monde aura les yeux rivés sur nous au cours des événements comme le Forum mondial de l'eau ou la réunion annuelle du FMI, qu'Istanbul était candidate pour accueillir le Congrès du SIDA en 2012 qui regroupera 20 000 personnes, et qu'ils avaient commencé à travailler avec la Fédération turque du Jeu d'échecs pour que les « jeux Olympiques des échecs » aient lieu à Istanbul.

« En tant que ICVB, nous sommes conscients que notre travail et nos responsabilités augmenteront envers notre ville et le secteur du tourisme. Notre objectif est de faire d'Istanbul l'une des cinq premières villes du tourisme d'affaires » dit-il avant de souhaiter bonne chance aux membres du nouveau Conseil d'administration.

* Soyhan Alpaslan



Istanbul concurrence l'Europe dans les prix des résidences (Suite de la page 1)

Avec l'augmentation de la construction de logements de luxe, Istanbul concurrence certaines villes les plus chères d'Europe, comme Madrid et Paris. La construction des résidences qui prennent la forme d'immenses tours touche à sa fin, et Istanbul défie de nombreuses villes européennes, pas seulement pour la qualité, mais également pour les prix.

Selon les études du Guide Global Property, il est possible d'acheter des logements à Istanbul entre 60 et 250 m² à des prix allant de 40 000 à 410 000 euros. Les prix moyens à Berlin et Francfort se situent entre 60 000 et 720 000 euros, et entre 370 000 et 2,5 millions d'euros à Madrid.

Istanbul concurrence Madrid et Paris

Les investissements dans des logements de luxe ont permis à la ville d'Istanbul de concurrencer des villes chères d'Europe, comme Madrid et Paris. Par exemple, les prix au m² du projet Sapphire à Maslak varient entre 6 000 et 11 000 dollars. Le projet propose des appartements qui commencent à 120 m² et peuvent atteindre jusqu'à 1100 m². Le projet Kanyon à Levent propose des prix allant de 158 000 euros à 1 260 000 euros. À Madrid, les prix varient entre 374 000 et 2,5 millions d'euros et entre 281 000 et 2,6 millions d'euros pour Paris. Alors que New York est la ville la plus chère au monde avec des prix à Manhattan allant de 780 000 dollars à 14 millions de dollars, Londres suit avec des prix variant entre 270 000 euros et 5,5 millions d'euros. La liste se poursuit avec Tokyo, Paris, Madrid et Barcelone.

Les résidences de luxe ont augmenté à Istanbul

Umut Yılmaz, le directeur de la TADEM, a attiré l'attention sur l'augmentation de la construction de logements de luxe en parallèle au processus d'accroissement des logements ces deux dernières années à Istanbul. Yılmaz a rappelé qu'ils se sont orientés vers des projets de ce genre dont les logements

sont lucratifs, y compris en deuxième main, et qui autorisent des crédits aux intérêts stables à long terme. Il déclara aussi que l'Administration générale au logement, ayant pour fonction de répondre à la demande de logement des citoyens, a choisi d'être dans ses projets : « Les projets «mixed used» qui réunissent les fonctions de logement, de bureau et de centre commercial dans la métropole d'Istanbul, au grand taux de profits et aux risques mineurs, sont très demandés.

Les partenariats d'investissement dans l'immobilier et les entreprises de développement dans l'immobilier réalisent de tels investissements et reçoivent des soutiens nécessaires de la part de canaux liés à l'administration centrale et locale » a-t-il dit.

Umut Yılmaz fit savoir sa conviction au sujet d'un nouvel accroissement des investissements et des profits de l'immobilier à moyen et long termes à Istanbul. « Lorsque l'on compare les demandes d'investissement étrangers, surtout du Proche-Orient et d'Europe, et la demande nationale, il y a un réel vide dans l'offre. C'est pourquoi la construction de logements et les investissements nationaux et internationaux se poursuivront à moyen et long termes » a-t-il déclaré.



Les projets de qualité d'Istanbul

Les prix des logements de luxe de qualité à Istanbul, qui concurrencent ceux d'Europe, varient entre 3 000 et 11 000 dollars le m². Certains appartements affichent un prix qui dépasse les 4 millions d'euros. À Levent, Kanyon, qui est en construction, est un projet immobilier réalisé par Is GYO dans un des quartiers les plus importants d'Istanbul, et qui réunit différentes utilisations. Les 179 appartements, qui sont de

21 types différents, sont évalués entre 250 000 dollars et 2 millions de dollars. Un des projets de logements les plus populaires est Mashattan, qui est situé à Maslak, et entrepris par Taşyapı. Il prévoit 10 blocs de 33 étages, avec

de la verdure et un lac, sur 14 hectares. Les prix varient entre 390 000 et 1,3 million de dollars. Il y a aussi le projet Selenium Twins à Fulya, avec deux tours de 30 étages comprenant des magasins, des parkings, un hôpital... La même entreprise, Aşçıoğlu İnşaat, prévoit aussi Selenium Panorama à Esentepe, où les prix pourront atteindre 3,3 millions d'euros.

Istanbul Sapphire, entrepris par Biskon Yapı à 4.Levent, sera haute de 261 mètres. Sapphire, qui a nécessité un investissement de 200 millions de dollars, sera haute de

64 étages, et prête en 2009. Les prix au m² commencent à 6 000 dollars et vont jusqu'à 11 000 dollars. Il y aura 174 résidences, ainsi qu'un terrain de golf. Ainsi, Iş Kuleleri, haut de 181,2 mètres, se verra retirer son titre de bâtiment le plus haut de Turquie.

De nouvelles résidences en projet

La mode des résidences ne s'arrête pas à la ligne Levent-Maslak, mais elle a pris tout Istanbul. Ainsi, les chantiers ont gagné aussi Sahrayıcedit et Halkalı. GMO Yapı met en place un projet de résidence appelé Towerfly. Arkon İnşaat prévoit, quant à lui, le projet Arkon Park Residence avec deux tours à Halkalı de 155 et 138 mètres de hauteur. Le prix au m² va de 2 000 à 3 000 dollars. Le nombre de résidences en construction est de 2 358 à Istanbul. Regnum prévoit un projet à Kadıköy Koşuyolu, comprenant au minimum 30 étages, où l'on trouvera des 1+1 et des 2+1. Les prix sont évalués à environ 3500 euros.

Ataşehir très prisé

Aux quatre coins de la ville, des projets de résidence sont lancés. Lorsque l'on regarde de près les nouveaux projets, les entreprises choisissent davantage Ataşehir. Les spécialistes pensent que l'endroit le plus demandé et le plus concurrentiel en terme de résidence à l'avenir sera Maslak. Désormais, les résidences ne sont plus réservées seulement aux célibataires et aux couples sans enfants, mais visent aussi les familles avec enfant, avec des prix allant de 72 000 dollars à 2,5 millions de dollars.

* Selma Ş. Ad